ville de
vénissieux

Séance du 20 avril 2026 à 18H

Date de convocation du conseil municipal le 14/04/2026

ORDRE DU JOUR

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 avril 2026 à 18h

Ordre du jour

OUVERTURE DE LA SÉANCE....4

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL de la séance du 4 avril....4

1 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'exploitation de la Régie autonome de la restauration sociale et scolaire....5

2 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration de la Régie autonome personnalisée du journal Expressions....8

3 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration de la Régie autonome personnalisée de La Machinerie....12

4 - Désignation des 4 personnalités vénissianes représentant le public et des 2 personnalités culturelles qualifiées représentant de la Ville au Conseil d'administration de la Régie autonome personnalisée de La Machinerie....15

5 - Désignation des délégués de la Ville au Syndicat Intercommunal de Gestion des Energies de la Région Lyonnaise (SIGERLy)....18

6 - Modification des statuts de la Caisse des écoles....20

7 - Désignation des délégués du Conseil municipal au Comité de la Caisse des écoles....22

8 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration du Centre Associatif Boris Vian (CABV)....24

9 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association pour la gestion du Centre social du Moulin-à-Vent....26

10 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association pour la gestion du Centre social de Parilly....28

11 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes....30

12 - Désignation de représentants supplémentaires de la Ville au Conseil d'administration de l'Association pour la Promotion des Activités Socio-Educatives de Vénissieux (APASEV)....32

13 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMIE)....35

14 - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association Estime....37

15 - Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration de l'agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine - UrbaLyon....39

16 - Désignation des représentants de la Ville au Comité Directeur de l'Association des Maires du Rhône (AMF69)....41

17 - Désignation des représentants de la Ville au sein des organes de l'Agence France Locale (AFL)....43

18 - Emplois de collaborateurs de Cabinet. Inscription des crédits....45

19 - Droits à la formation des élu.es....48

20 - Tarifs de restauration scolaire, garderie du matin et périscolaire du soir. Approbation des modifications....51

21 - Création des tarifs du nouveau Centre Aquatique Auguste Delaune....58

22 - Maintien partiel de l'IFSE aux agents placés en congé de longue maladie (CLM) ou en congé de grave maladie (CGM) - Modification de la délibération RIFSEEP....62

23 - Création des emplois en Contrat d'Engagement Educatif (CEE).....64
24 - Créations d'emplois non permanents - Emplois non permanents saisonniers.....67
25 - Vœu du groupe « Unir, Résister et Agir » concernant le 1er mai.....70
26 - Vœu De la majoritÉ concernant le 1er mai.....72

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Accueil de Madame Anne-Françoise RIAS en remplacement de Madame Antoinette HUGON – Intervention de Monsieur le Maire

« Mesdames, Messieurs,

Je vous informe avoir reçu la démission de Madame Antoinette HUGON, comme il est d'usage, j'ai appelé Madame Anne-Françoise RIAS, suivante de la liste *Retrouver Vénissieux !*, à siéger au Conseil municipal.

Je déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L.2121-15 du CGCT, je propose de désigner le plus jeune membre de l'assemblée, à savoir Nolan BELMONDO en qualité de secrétaire de séance. Je soumets cette proposition aux voix : qui est pour / contre / s'abstient ? »

Nolan BELMONDO est désigné secrétaire de séance, il fait l'appel.

43 Conseillers présents – 4 Pouvoirs enregistrés – 2 Conseillers absents sans pouvoir.

À l'ouverture de séance, 43 Conseillers étant présents, le quorum est atteint.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 4 AVRIL

Le Maire indique que les conseillers municipaux ont été destinataires du procès-verbal de la séance du 4 avril 2026.

Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal est soumis au vote.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

1 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA RÉGIE AUTONOME DE LA RESTAURATION SOCIALE ET SCOLAIRE

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU** ; Quentin **TAIEB**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Par délibération du 20 mars 2000, le Conseil municipal a créé la Régie autonome de la restauration scolaire et sociale afin d'assurer le service public de restauration. La Régie bénéficie d'un budget propre, annexé au budget principal de la Ville.

Les missions confiées à cette régie sont :

- à titre principal, la restauration scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires de Vénissieux ;
- à titre secondaire, la fourniture de repas pour la restauration sociale (maisons de l'enfance, centres sociaux, crèches municipales, associatives et parentales, résidences de personnes âgées, manifestations organisées par la Ville).

La Régie est administrée sous l'autorité du Maire et du Conseil municipal par un Conseil d'exploitation et un directeur. Elle ne possède pas de personnalité juridique.

Le Conseil d'exploitation est composé de 9 membres dont :

- cinq représentants élus du Conseil municipal,
- un représentant des parents d'élèves,
- un représentant des enseignants,
- un représentant des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale,
- un représentant des organismes sociaux.

Les membres du Conseil d'exploitation sont nommés par le Conseil municipal sur proposition du Maire pour la durée du mandat municipal, conformément à l'article R2221-4 du code général des collectivités territoriales et à l'article 4 des statuts de la Régie autonome de la restauration scolaire et sociale.

Le Conseil d'exploitation élit en son sein un Président et un vice-Président.

Il convient en conséquence de désigner les membres du Conseil d'exploitation de la Régie autonome de la restauration scolaire et sociale.

Les 5 membres du Conseil municipal proposés par Monsieur le Maire pour siéger au conseil d'exploitation de la régie autonome de restauration scolaire et sociale sont :

- Jean-Paul CROUZET
- Monia BENAISSA
- Hamdiatou NDIAYE
- Anissa RAHMOUNI
- Jean-François PINEL

Vu l'article les articles L2121-33, L2221-104 et R2221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Régie autonome de la restauration scolaire et sociale approuvés par la délibération du Conseil Municipal n°17 du 25 juin 2014 ;

Considérant la fin du mandat des précédents membres du conseil d'exploitation et la nécessité d'administrer la Régie autonome de la restauration scolaire et sociale ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MONSIEUR A. SCANDOLARA, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR ENSEMBLE POUR VÉNISSIEUX

Mesdames, Messieurs, Monsieur le député-maire conseiller métropolitain,

Nous sommes persuadés que vous savez où nous voulons en venir avec notre intervention. Lors du conseil municipal du 4 avril, nous vous avions demandé d'intégrer les conseils d'administration de certaines régies. Je vous ferai grâce ici de la relecture de notre déclaration. Je me bornerai simplement à rappeler votre réponse, monsieur le député-maire.

Après de longues secondes d'hésitation, vous avez indiqué que la demande aurait pu être faite en amont afin que l'on puisse en discuter et préciser que vous, monsieur le député-maire, ainsi que votre mouvement étiez, je cite, "ouverts à ce qu'il y ait des représentations de l'opposition dans les différentes instances". Avant de conclure : "vous auriez pu nous le proposer".

Monsieur le député-maire, je n'invente rien. Je suis même allé retourner écouter exactement ce qu'il y avait sur la chaîne YouTube de la ville. Le 9 avril, soit cinq jours après le conseil, nous vous avons adressé un courrier, resté sans réponse à ce jour, pour vous demander notre présence dans trois conseils d'administration ainsi que pour siéger dans les deux déjà votés.

Le 14 avril, nous avons découvert l'ordre du jour du conseil d'aujourd'hui. Le hasard faisant sûrement bien les choses, quatre des cinq conseils d'administration dans lesquels nous demandions de siéger seront votés ou revotés aujourd'hui. Nous vous avons donc adressé le jour même un nouveau courrier pour renouveler ces demandes. Lui aussi est resté lettre morte.

Monsieur le député-maire, même si nous connaissons votre réponse et que nous savons pertinemment que vous n'avez aucune envie de nous voir siéger dans ces conseils d'administration, nous vous demandons une nouvelle fois de pouvoir y être représentés.

Nous espérons que vous noterez également que nous ne réclamons pas d'être présents dans chaque conseil d'administration. Notre demande n'est pas celle d'une cogestion. Nous garantissons que nous n'avons aucune volonté d'être dans l'opposition systématique et stérile, mais sommes dans une démarche démocratique et de service public à la population afin de garantir que ce que nous avons patiemment construit en partie ensemble ne soit ni détruit méthodiquement, ni démantelé, et ne serve pas les intérêts de quelques-uns au détriment de l'intérêt général.

C'est donc sans trop y croire, mais en espérant qu'il ne s'agira pas une nouvelle fois d'une promesse politicienne qui aura détourné tant de gens de la politique, que nous vous demandons d'intégrer les conseils d'administration de la régie de restauration que nous votons sur cette délibération, mais aussi d'intégrer le conseil d'administration de la régie autonome Expression et de la Machinerie, les deux délibérations suivantes, d'intégrer le conseil d'administration de l'Apasev que vous représentez à nouveau aujourd'hui dans la délibération numéro 11, et enfin de pouvoir redélibérer sur le CA de la Sacoviv.

Une simple réponse comme "vous auriez pu nous le proposer" ne suffira pas cette fois-ci. Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner les 5 représentants suivants du Conseil municipal au sein au Conseil d'exploitation de la Régie autonome de restauration scolaire et sociale :
    - Jean-Paul CROUZET
    - Monia BENAISSA
    - Hamdiatou NDIAYE
    - Anissa RAHMOUNI
    - Jean-François PINEL

Suffrages exprimés	**47**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**6**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**
Ne prend pas part au vote	**0**	

2 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA RÉGIE AUTONOME PERSONNALISÉE DU JOURNAL EXPRESSIONS

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU** ; Quentin **TAIEB**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, la Régie autonome personnalisée (RAP) du journal « Expressions » a été créée par délibération du Conseil municipal du 18 novembre 1996 et mise en place le 1er janvier 1997.

Elle a pour missions premières :

- l'édition et la gestion d'un journal d'intérêt communal sur la ville de Vénissieux (rédaction, prises de vue, collecte de publicité, mise en page, impression, diffusion, etc.) ;
- le suivi de l'actualité locale au quotidien, sur le site internet www.expressions-venissieux.fr et les réseaux sociaux ;
- la collecte de la publicité pour les publications de la Ville qui y sont ouvertes.

La RAP du journal « Expressions » peut aussi :

- aider à l'expression des vénissians ;
- réaliser des affiches pour la promotion des initiatives des associations vénissianes ;
- parrainer des manifestations organisées dans la ville ou apporter un concours particulier à celles-ci (remises de coupes, lots…) ;
- mettre en place des coopérations avec des partenaires dans l'intérêt des Vénissians (organismes socio-économiques, éducatifs, associatifs, etc.) ;
- aider les écoles, les associations dans la réalisation de leurs supports écrits. Ces prestations peuvent donner lieu à facturation selon des tarifs déterminés par le Conseil d'administration

En application de l'article L2221-11 du code général des collectivités territoriales et des articles 3 et 4 de ses statuts, la RAP du journal « Expressions » est administrée notamment par un Conseil d'administration composé de onze membres, dont six représentants désignés parmi les membres du Conseil municipal.

Conformément aux dispositions de l'article R2221-4 du code général des collectivités territoriales et de l'article 3 des statuts de la RAP du journal « Expressions », les membres du Conseil d'administration sont

désignés par le Conseil municipal sur proposition du Maire et pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal.

Les membres du Conseil municipal proposés par Monsieur le Maire pour siéger au Conseil d'administration de la RAP du journal « Expressions » sont :

- Monia BENAISSA
- Jean-Paul CROUZET
- Fatima KOLLI
- Farouk ABABSA
- Camille BORNE
- Vincent BOULARES

Je vous invite en conséquence à les désigner comme membres du Conseil d'administration de la RAP du journal « Expressions ».

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33, L2221-11 et R2221-4 ;

Vu les statuts de la RAP du journal « Expressions » datés du 22 juin 2015 ;

Considérant la fin du mandat des précédents membres du Conseil d'administration ;

Considérant la nécessité d'administrer la Régie autonome personnalisée du journal « Expressions » ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MONSIEUR F. PASSOT, GROUPE RETROUVER VÉNISSIEUX !

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Le journal Expressions est financé par l'argent public. À ce titre, il devrait garantir un pluralisme réel, une neutralité éditoriale et une représentation équilibrée de toutes les sensibilités politiques de la ville.

Or, depuis des années, de nombreuses polémiques reviennent : un traitement jugé déséquilibré entre majorité et opposition, une gouvernance dominée par les élus majoritaires et un manque de transparence sur le fonctionnement et les orientations éditoriales de la régie. Aujourd'hui encore, vous proposez un conseil d'administration composé quasi exclusivement de membres de la majorité. Ce déséquilibre ne peut que renforcer les critiques déjà existantes.

C'est pourquoi notre groupe demande une garantie simple et démocratique : que chaque groupe d'opposition dispose d'une tribune régulière et clairement identifiée dans le journal Expressions. C'est une question d'équité, de transparence et de respect du débat public local. En l'absence de cette garantie et d'un rééquilibrage de la gouvernance, nous ne pourrons pas approuver cette délibération. Je vous remercie.

INTERVENTION DE MONSIEUR Y. ROUSTAN, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR ENSEMBLE POUR VÉNISSIEUX

Monsieur le député-maire, conseiller métropolitain, chers collègues,

en préambule, je réitère la demande exprimée à de nombreuses reprises par notre groupe “Unir, résister, agir ensemble pour Vénissieux” lors du précédent conseil municipal, dans les deux courriers qui vous ont été adressés et lors de la précédente intervention de mon collègue Aurélien Scandolara.

Nous demandons une nouvelle fois à être représentés au conseil d'administration de la régie autonome personnalisée du journal Expressions. Une meilleure représentation des groupes d'opposition dans les instances municipales était l'un des engagements de campagne de LFI. À vous, monsieur le député-maire, conseiller métropolitain, de mettre aujourd'hui cet espoir en acte et de ne pas, dès le troisième conseil municipal, trahir vos engagements. Surtout, si je prends la parole aujourd'hui, c'est pour défendre un bien commun précieux pour notre ville : le journal Expressions. Car derrière ce nom, il ne s'agit pas simplement d'un support d'information. Il s'agit d'un lien vivant entre les vénissians et les vénissianes, d'un outil de

compréhension du territoire, d'un espace de visibilité pour la richesse sociale, associative, culturelle et économique de Vénissieux.

Ce média joue un rôle central. Il informe, il relie, il rassemble.

Tiré à plus d'une dizaine de milliers d'exemplaires et distribué gratuitement, il constitue pour beaucoup d'habitants le seul accès régulier à une information locale de qualité. Dans une période où l'accès à l'information est de plus en plus privatisé et centralisé aux mains de milliardaires aux idées nauséabondes, cupides et sans considération pour l'humain, dans une période où la presse locale est fragile voire sur le point de disparaître, dans une période où les réseaux sociaux bouleversent la hiérarchie des sources et de l'information, brouillent les pistes et propagent des fake news, notamment lors des campagnes électorales, dans cette période peut-on sérieusement considérer qu'un journal de proximité gratuit et accessible à tous serait superflu ?

Au contraire, Expression remplit une mission d'intérêt général.

Il ne concurrence pas les autres médias, il les complète. Il permet de suivre les sujets du quotidien : emploi, éducation, santé, culture, sport, avec une profondeur et une proximité que peu d'autres supports peuvent offrir. Et surtout, il participe à quelque chose d'essentiel : le lien social. Dans une ville diverse comme la nôtre, ce lien ne va pas de soi. Il se construit, il s'entretient. Ce journal en est un des vecteurs.

En 2020, monsieur Blein, dont je vous rappelle, monsieur le député-maire, conseiller métropolitain, que plusieurs de ses colistiers sont aujourd'hui élus sur votre liste, prônait dans son programme la refonte de la communication de la ville avec en ligne de mire la suppression du journal Expressions. Pour preuve : la requête déposée au tribunal administratif par plusieurs ex-colistiers de monsieur Blein en 2023. Requête rejetée en janvier 2025 par le tribunal administratif, arguant dans son rendu que l'activité présente le caractère d'un service public administratif et que l'essentiel des ressources repose sur les subventions accordées par la commune, et que dès lors l'activité de la régie Expressions ne pouvait faire obstacle à la prise en charge par le budget communal d'une partie de ses frais de fonctionnement. Ce jugement a donné raison à l'existence de la régie autonome personnalisée du journal Expressions et fait la preuve de son utilité et de son caractère de service public.

Madame la maire Michèle Picard et son équipe avaient défendu avec force et courage cette position, et la mobilisation citoyenne, plusieurs milliers de signatures, avait montré à quel point les habitants y sont attachés. Ce n'est pas anodin cela dit quelque chose de fort : ce journal compte concrètement dans la vie des gens.

Par la présente, nous réitérons donc notre plein soutien à la régie autonome personnalisée du journal Expressions et à ses salariés. Et nous vous invitons, monsieur le député-maire, conseiller métropolitain, à faire de même en défendant ce qui rassemble, ce qui informe, ce qui fait vivre la démocratie locale au quotidien. Parce qu'un journal local, ce n'est pas un luxe, c'est un service essentiel à la vie démocratique. À l'instar du discours à la jeunesse de Jean Jaurès en 1903 : “Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Ce n'est pas de subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.” Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- procéder à la désignation des 6 représentants issus du Conseil municipal au Conseil d'administration de la Régie autonome personnalisée du journal « Expressions » :

1. Monia BENAISSA
2. Jean-Paul CROUZET
3. Fatima KOLLI
4. Farouk ABABSA
5. Camille BORNE
6. Vincent BOULARES

Suffrages exprimés	**47**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN**

		KHELIFA ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**6**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**
Ne prend pas part au vote	**0**	

3 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA RÉGIE AUTONOME PERSONNALISÉE DE LA MACHINERIE

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU** ; Quentin **TAIEB**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, la Régie Autonome Personnalisée (RAP) de la Machinerie, qui regroupe le théâtre de Vénissieux et la salle de concerts Bizarre !, a été créée par délibération du 12 octobre 2015 pour une mise en place au 1er janvier 2016.

Les missions principales de la Régie sont l'exploitation du théâtre et de la salle de concerts Bizarre ! pour le compte de la commune de Vénissieux par :

- la création et l'accueil de spectacles vivants,
- la conduite d'actions de sensibilisation culturelle auprès de tous les publics en lien avec les programmations,
- l'accompagnement d'artistes et la formation d'amateurs.

En application de l'article L2221-11 du code général des collectivités territoriales et de l'article 5 de ses statuts la RAP de la Machinerie est administrée par un Conseil d'administration composé de 13 membres dont 7 issus eu Conseil municipal de la Ville, 4 personnalités vénissianes représentant le public et 2 personnalités culturelles qualifiées.

Conformément aux dispositions de l'article R2221-4 du code général des collectivités territoriales et de l'article 5 précité, les membres du Conseil d'administration sont nommés par le Conseil municipal sur proposition du Maire, pour la durée du mandat municipal.

Le Conseil d'administration élit en son sein un président et deux vice-présidents.

Le Conseil d'administration délibère sur toute question intéressant le fonctionnement de la régie.

Le président du Conseil d'administration nomme le directeur de la Régie et met fin à ses fonctions.

Il convient de désigner les 7 membres issues du Conseil municipal qui siégeront au Conseil d'administration de la RAP la Machinerie pour la durée du prochain mandat.

Les personnes proposées par Monsieur le Maire sont les suivantes :

- Farouk ABABSA

- Margaux SAVOYE
- Lionel PARLANT
- Colette GAUNET
- Vincent BOULARES
- Johan RIVAL de ROUVILLE
- Mélissa MEDJKAL

Vu les articles L2121-23, L2222-11 et R2221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Régie autonome personnalisée de la Machinerie adoptés par délibération n° 15 du Conseil municipal du 2 février 2016 ;

Considérant la fin du mandat des précédents membres du Conseil d'administration ;

Considérant la nécessité d'administrer la Régie autonome personnalisée de La Machinerie ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- procéder à la désignation des 7 élus du Conseil municipal membres du conseil d'administration de la régie autonome personnalisée de la Machinerie :
  - Farouk ABABSA
  - Margaux SAVOYE
  - Lionel PARLANT
  - Colette GAUNET
  - Vincent BOULARES
  - Johan RIVAL de ROUVILLE
  - Mélissa MEDJKAL

Suffrages exprimés	**47**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**

Abstention(s)	**6**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**
Ne prend pas part au vote	**0**	

4 - DÉSIGNATION DES 4 PERSONNALITÉS VÉNISSIANES REPRÉSENTANT LE PUBLIC ET DES 2 PERSONNALITÉS CULTURELLES QUALIFIÉES REPRÉSENTANT DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA RÉGIE AUTONOME PERSONNALISÉE DE LA MACHINERIE

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU** ; Quentin **TAIEB**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, la Régie Autonome Personnalisée (RAP) de la Machinerie, qui regroupe le théâtre de Vénissieux et la salle de concerts Bizarre !, a été créée par délibération du 12 octobre 2015 pour une mise en place au 1er janvier 2016.

Les missions principales de la Régie sont l'exploitation du théâtre et de la salle de concerts Bizarre ! pour le compte de la commune de Vénissieux par :

- la création et l'accueil de spectacles vivants,
- la conduite d'actions de sensibilisation culturelle auprès de tous les publics en lien avec les programmations,
- l'accompagnement d'artistes et la formation d'amateurs.

En application de l'article L2221-11 du code général des collectivités territoriales et de l'article 5 de ses statuts la RAP de la Machinerie est administrée par un Conseil d'administration composé de 13 membres dont 7 issus eu Conseil municipal de la Ville, 4 personnalités vénissianes représentant le public et 2 personnalités culturelles qualifiées.

Les administrateurs doivent être de nationalité française et jouir de leurs droits civiques et politiques.

Les 7 membres du Conseil d'administration issus du Conseil municipal ayant été préalablement désignés, il convient désormais de nommer les 6 autres membres du Conseil d'administration soit 4 personnalités vénissianes représentant le public et 2 personnalités culturelles qualifiées.

Les personnes proposées par Monsieur le Maire sont :

- Au titre des personnalités vénissianes représentants le public :

- Claire CARTHELA – Collège Balzac- Professeure référent culture
- Mélanie MAISONNAT – Professeur au Lycée Marcel Sembat et Professeur relais de La Machinerie
- Julie BRIAND – Abonnée
- Évelyne NACRIER – Abonnée

- Au titre des personnalités culturelles qualifiées :

  - Muriel PIEVE – Coordinatrice de la vie Sociale – Ehpad les Tulipiers
  - Slimane BOUNIA – Compagnie Traction Avant.

Vu les articles L2121-23, L2222-11 et R2221-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Régie autonome personnalisée de la Machinerie adoptés par délibération n° 15 du Conseil municipal du 2 février 2016 ;

Considérant la fin du mandat des précédents membres du Conseil d'administration ;

Considérant la nécessité d'administrer la Régie autonome personnalisée de La Machinerie ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- nommer les 6 membres du Conseil d'administration de la régie autonome personnalisée de la Machinerie non issus du Conseil municipal :

  - 4 personnalités vénissianes représentant le public :

- Claire CARTHELA – Collège Balzac- Professeure référent culture
- Mélanie MAISONNAT – Professeur au Lycée Marcel Sembat et Professeur relais de La Machinerie
- Julie BRIAND – Abonnée
- Évelyne NACRIER – Abonnée

  - 2 personnalités culturelles qualifiées :

- Muriel PIEVE – Coordinatrice de la vie Sociale – Ehpad les Tulipiers
- Slimane BOUNIA – Compagnie Traction Avant

Suffrages exprimés	**47**	
Vote(s) Pour	**41**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Vote(s) Contre	**0**	

Abstention(s)	**6**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**
Ne prend pas part au vote	**0**	

5 - DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DE LA VILLE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION DES ENERGIES DE LA RÉGION LYONNAISE (SIGERLY)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU** ; Quentin **TAIEB**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Les syndicats mixtes sont des établissements publics de coopération locale. Ils peuvent associer des collectivités territoriales et des groupements de collectivités et mettre des moyens en commun afin d'exercer ensemble une ou plusieurs activités d'intérêt général. Ils sont qualifiés de mixtes car ils peuvent regrouper des collectivités de différentes natures.

Un syndicat mixte est dit "ouvert" dès lors qu'il intègre, en plus des communes et des établissements publics de coopération intercommunale, d'autres personnes morales de droit public.

Les membres ne peuvent plus exercer les compétences transférées au syndicat.

Ce dernier se substitue à chaque membre pour l'exercice des compétences définies statutairement. Une commune peut adhérer à un syndicat pour une partie seulement des compétences de celui-ci.

Le mandat des délégués est lié à celui du Conseil municipal qui les a désignés.

Ce mandat expire lors de l'installation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal suivant le renouvellement général des conseillers municipaux.

Le Syndicat Intercommunal de Gestion des Énergies de la Région Lyonnaise (SIGERLy) est un syndicat mixte ouvert qui a pour objet l'organisation et la gestion d'une politique publique d'énergie privilégiant la mutualisation et le développement durable et l'exercice de certaines compétences, compétences à caractère optionnel et activités complémentaires.

Le SIGERLy assure au nom de ses communes adhérentes et de la Métropole de Lyon une mission de service public notamment centrée sur :

- l'aménagement du territoire comme autorité organisatrice de la distribution d'électricité et du gaz (sauf pour la ville de Lyon) et maître d'œuvre pour la dissimulation des réseaux,
- la rationalisation des consommations d'énergies en éclairage public et sur les bâtiments communaux,
- le développement des énergies renouvelables.

Le syndicat accompagne les communes dans la recherche de solutions adaptées à leurs besoins, facilite leurs démarches et met à leur disposition des savoir-faire et connaissances spécifiques en matière d'énergies.

Les affaires du SIGERLy sont réglées par les délibérations de son Comité syndical.

En application de l'article 6.2 des statuts du SIGERLy issus de l'arrêté préfectoral n°69-2025-06-25-00003 du 25 juin 2025, chaque commune membre est représentée au Comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant, désignés en son sein par son Conseil municipal.

Je vous invite en conséquence à désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant chargés de représenter la Ville au Comité syndical du SIGERLy.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-21, L2121-33 et L5721-1 et suivants ;

Vu les statuts du SIGERLy ;

Considérant la fin du mandat des précédents membres du Comité syndical ;

Considérant la nécessité d'administrer le SIGERLy ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner les représentants de la Ville au SIGERLy :
  - Titulaire : Monsieur Lanouar SGHAIER ;
  - Suppléant : Madame Marine CRISTINA

Suffrages exprimés	**47**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**6**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT**
Ne prend pas part au vote	**0**	

6 - MODIFICATION DES STATUTS DE LA CAISSE DES ÉCOLES

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

La Caisse des écoles est un établissement public communal créé par délibération du Conseil municipal et administré par un Comité, sous la présidence du Maire.

La Caisse des écoles porte le Programme de Réussite Éducative (PRE) du territoire de Vénissieux.

Le Comité d'administration se réunit au moins trois fois par an. Il règle les affaires de la Caisse, vote le budget et délibère sur l'emploi des ressources. Le Maire, Président, ou le vice-président exécute les décisions du comité d'administration.

Lors de la séance du Comité de la caisse des écoles en date du 3 mars 2026, une mise à jour des statuts a été approuvée. Il s'agit de tenir compte des évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis la dernière mise à jour, comme l'évolution du cadre réglementaire s'appliquant aux régies d'avances et de recettes ou encore la création du Compte Financier Unique (CFU). L'évolution porte également sur le nombre de ses représentants et le mode de désignation.

Il convient donc d'approuver les nouveaux statuts de la Caisse des Écoles.

Vu l'article L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L212-10 à L212-12 et R212-24 à R212-33-2 du code de l'éducation ;

Vu les nouveaux statuts de la Caisse des Écoles en date du 3 mars 2026 ;

Considérant la nécessité de modifier les statuts de la Caisse des écoles au regard des évolutions législatives et réglementaires et de mettre en adéquation son objet et son activité ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les statuts de la Caisse des écoles, adoptés lors de la séance du Comité de la Caisse des écoles du 3 mars 2026.

Suffrages exprimés	**48**

Vote(s) Pour	**41**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Vote(s) Contre	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Abstention(s)	**0**	
Ne prend pas part au vote	**0**	

7 - DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITÉ DE LA CAISSE DES ÉCOLES

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

La Caisse des écoles est un établissement public communal créé par délibération du Conseil municipal et administré par un Comité, sous la présidence du Maire.

La Caisse des écoles porte le Programme de Réussite Éducative (PRE) du territoire de Vénissieux.

Le Comité d'administration se réunit au moins trois fois par an. Il règle les affaires de la Caisse, vote le budget et délibère sur l'emploi des ressources. Le Maire, Président, ou le vice-président exécute les décisions du comité d'administration.

En application de l'article R212-26 du code de l'éducation, le Comité de la caisse comprend :

a) Le Maire, président ;

b) L'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription ou son représentant ;

c) Un membre désigné par le Préfet ;

d) Deux conseillers municipaux désignés par le Conseil municipal ;

e) Trois membres élus par les sociétaires réunis en assemblée générale ou par correspondance s'ils sont empêchés.

Le Conseil municipal peut, par délibération motivée, porter le nombre de ses représentants à un chiffre plus élevé, sans toutefois excéder le tiers des membres de l'assemblée municipale. Dans ce cas, les sociétaires peuvent désigner autant de représentants supplémentaires que le Conseil municipal en désigne en plus de l'effectif normal.

En application de l'article 5 des nouveaux statuts, en date du 3 mars 2026, « La Caisse des Écoles publiques est administrée par un Comité qui comprend :

- Le Maire, Président,
- a minima deux conseillers municipaux désignés par le Conseil municipal […]

Le Maire désigne parmi les membres du Comité un vice-président qui assure ses fonctions en son absence. »

Il convient donc de désigner les 2 délégués du Conseil municipal.

Vu l'article L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L212-10 à L212-12 et R212-24 à R212-33-2 du code de l'éducation ;

Vu les nouveaux statuts de la Caisse des Écoles en date du 3 mars 2026 ;

Considérant l'intérêt public local tenant à la continuité de l'activité de la Caisse des écoles ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner les 2 délégués du Conseil municipal au Comité de la Caisse des écoles :
  - Jean-Paul CROUZET
  - Nadia CHIKH

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

8 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE ASSOCIATIF BORIS VIAN (CABV)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Le Centre Associatif Boris Vian (CABV), est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont l'objet social est d'accompagner le tissu associatif vénissian par :

- l'aide à l'émergence, à la création, au développement d'initiatives d'habitants et d'associations,
- la coordination, la fédération des activités associatives, d'initiatives d'habitants ainsi que l'élaboration et l'accompagnement d'actions individuelles et collectives,
- la promotion de la vie associative en direction de l'ensemble de la population,
- le travail en partenariat avec les acteurs de terrain et la municipalité,
- la formation de bénévoles, de professionnels et autres acteurs,
- le développement de projets associatifs en créant une plateforme qui facilite la mise en lien des acteurs.

La Ville de Vénissieux soutient le projet associatif du CABV sur des objectifs définis par convention pluriannuelle en contrepartie desquels elle apporte des ressources et met à disposition l'équipement municipal dénommé « Maison des Associations Boris-Vian », situé au 13, avenue Marcel-Paul, dédié à la vie associative.

Aux termes de l'article 9 des statuts de l'association, datés du 11 juin 2025 la Ville de Vénissieux est membre de droit du Conseil d'administration à titre consultatif et peut être représentée par trois élus du Conseil municipal au maximum.

Il convient en conséquence de désigner les élus appelés à siéger au Conseil d'administration.

Je vous propose de désigner 3 représentants de la Ville.

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du CABV actuellement en vigueur ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner les représentants de la Ville au Conseil d'administration du Centre Associatif Boris Vian ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner les élus suivants comme représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association CABV :
  - Patricia OUVRARD
  - Kodia KOUADJO
  - Yannis CELLIER

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

9 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE SOCIAL DU MOULIN-À-VENT

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Chaque Centre social est géré par une association dont le Conseil d'administration regroupe des représentants des usagers, de la Caisse d'allocations Familiales et de la Ville.

Au titre du Chapitre 2 - conseil d'administration, article 17 des statuts de l'association pour la gestion du Centre social adoptés le 27 mai 2022, le Maire de Vénissieux est membre de droit, de même que 3 élus à désigner parmi les membres du Conseil municipal.

Il convient en conséquence de désigner les élus appelés à siéger au Conseil d'administration du Centre social du Moulin à Vent.

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts actuellement en vigueur de l'association de gestion du Centre social du Moulin-à-Vent ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner les représentants de la Ville au sein du Conseil d'administration du Centre social du Moulin à Vent.

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner les 3 représentants du Conseil municipal au Conseil d'administration du Centre social du Moulin-à-Vent :
    - Amina MANSEUR
    - Anissa RAHMOUNI
    - Patricia OUVRARD

- dire qu’en cas de modification des statuts de l’association diminuant le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du Moulin-à-Vent, ceux-ci seront maintenus selon leur ordre de désignation.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

10 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE SOCIAL DE PARILLY

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Chaque Centre social est géré par une association dont le Conseil d'administration regroupe des représentants des usagers, de la Caisse d'allocations Familiales et de la Ville.

Au titre des statuts de l'association de gestion du Centre social de Parilly approuvés en assemblée générale extraordinaire le 18 avril 2014, article 14, le Maire ou son représentant est membre de droit du Conseil d'administration, de même qu'un élu désigné par le Conseil municipal.

Il convient en conséquence de désigner un élu, appelé à siéger au Conseil d'administration du Centre social de Parilly.

Vu les articles L2121-21 et L 2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de l'association de gestion du Centre social de Parilly ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner le représentant de la Ville au Conseil d'administration du Centre social de Parilly ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner le représentant du conseil municipal au Conseil d'administration de l'association pour la gestion du Centre social de Parilly :

  1. Colette GAUNET

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN**

		KHELIFA ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

11 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION POUR LA GESTION DES CENTRES SOCIAUX DES MINGUETTES

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Chaque Centre social est géré par une association dont le Conseil d'administration regroupe des représentants des usagers, de la Caisse d'allocations Familiales et de la Ville.

Selon le titre II Composition, article 4-alinéa 3 des statuts de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes adoptés en assemblée générale extraordinaire le 31 mars 2015 :

« Sont membres de droit le Président de la CAF du Rhône et le Maire de la Ville de Vénissieux ».

Selon le titre III Administration et fonctionnement, article 6-alinéa 2 : Conseil d'administration, il convient de désigner pour siéger au Conseil d'administration de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes :

- 3 délégués titulaires ;
- 3 délégués suppléants.

Vu les articles L2121-21 et L 2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts actuellement en vigueur de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner les représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner les représentants du Conseil municipal au Conseil d'administration de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes :
    - 3 Délégués titulaires:

- Kodia KOUADJO
- Abdelouhab TEMACINI
- Farida ZERARI

- 3 Délégués suppléants :
  - Hamdiatou NDIAYE
  - Amina MANSEUR
  - Camille BORNE

- dire qu'en cas de modification des statuts de l'association diminuant le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'association pour la gestion des Centres sociaux des Minguettes, ceux-ci seront maintenus selon leur ordre de désignation.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

12 - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS SUPPLÉMENTAIRES DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIVITÉS SOCIO-EDUCATIVES DE VÉNISSIEUX (APASEV)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

L'Association pour la Promotion des Activités Socio-Educatives de Vénissieux (APASEV) est une association qui a pour objet d'organiser des classes transplantées, des séjours enfance/jeunesse en centres de vacances et de loisirs, en France et/ou à l'étranger et de favoriser les vacances familiales. L'APASEV organise également l'accueil de groupes associatifs.

Elle a aussi pour objectif de promouvoir des activités d'animation et d'éducation en milieu ouvert en direction de l'ensemble de la population, à Vénissieux et à l'extérieur de la ville.

Elle inscrit son intervention dans le cadre de missions d'intérêt général que lui confie par convention la commune.

L'association est constituée d'adhérents individuels, de membres actifs, de membres honoraires et de représentants de la commune de Vénissieux.

Au terme de l'article 2-4-1 des statuts de l'APASEV du 30 mai 2024, il est précisé que « le Conseil d'Administration est composé de minimum 15 et de maximum 21 administrateurs dont :

- au moins 6 et maximum 9 représentants de la commune de Vénissieux désignés et renouvelés par le Conseil municipal ;
- au moins 9 et maximum 12 adhérents élus pour 6 ans et renouvelables par tiers, tous les deux ans.

Le collège des adhérents ne peut être inférieur en nombre au collège des représentants de la Ville de Vénissieux.

La présidence : le Conseil d'administration élit la/le Président(e) à la majorité absolue. »

Par délibération n°DEL26_04_04_13 en date du 04 avril 2026, le Conseil municipal a désigné 7 représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'APASEV :

- Madame Rachida BENMERZEG ;
- Monsieur Jean-François PINEL ;
- Madame Anissa RAHMOUNI ;
- Madame Amina MANSEUR ;

- Madame Camille BORNE ;
- Monsieur Abdelouhab TEMACINI ;
- Madame Fatima KOLLI.

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2-4-1 des statuts de l'APASEV actuellement en vigueur ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Vénissieux n°DEL26_04_04_13 en date du 04 avril 2026 ;

Considérant la nécessité pour l'Adjoint délégué à l'enfance et à l'éducation d'intégrer le Conseil d'administration de l'APASEV ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MADAME S. MESBAHI, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR ENSEMBLE POUR VÉNISSIEUX

Mesdames, Messieurs, Monsieur le député maire,

L'Apasev est une association qui a pour objectif d'organiser des classes transplantées, des séjours vacances, des accueils associatifs à Champagneux, au Noyer, au camping Les Mûriers, à Portiragnes, ainsi que des loisirs en France et/ou à l'étranger afin de favoriser les vacances familiales.

Ce sont des projets annuels avec des priorités issues du projet éducatif 2022-2026.

"Toutes les grandes personnes ont été des enfants." Cette évidence que Le Petit Prince nous rappelle avec poésie doit rester au cœur de nos politiques publiques. Car derrière chaque adulte autonome, engagé et citoyen, il y a un enfant qui a appris, découvert, expérimenté, souvent en dehors du cadre strictement scolaire. Les activités, les sorties éducatives, les temps passés au centre de loisirs ne sont pas de simples moments d'occupation. Ils sont des espaces essentiels de construction personnelle et collective. C'est là que l'enfant apprend à vivre avec les autres, à coopérer, à s'exprimer, à développer sa curiosité et à construire son esprit critique.

C'est précisément les missions de l'Apasev : permettre à chacun, dès le plus jeune âge, d'accéder à la culture, au savoir et aux loisirs. Les structures d'animation et de loisirs jouent un rôle déterminant. Elles sont des lieux d'apprentissage informel où l'enfant devient acteur.

Les ateliers artistiques, les pratiques sportives, les projets collectifs, les découvertes de l'environnement sont autant d'expériences qui contribuent à réduire les inégalités sociales et culturelles en offrant à chacun les mêmes chances de s'épanouir.

C'est reconnaître que l'éducation ne se limite pas à l'école, mais qu'elle se construit dans une complémentarité. C'est aussi affirmer une ambition politique : celle de former des citoyens capables de comprendre le monde et de s'y engager. Dans un contexte où les fractures sociales peuvent s'accentuer, où le repli sur soi menace parfois le vivre-ensemble, les actions portées par l'Apasev sont de plus en plus nécessaires. Elle crée du lien, favorise la mixité et redonne du sens au collectif.

Faire le choix de renforcer ces dispositifs, c'est faire le choix d'une société plus juste, plus solidaire et plus humaine. C'est en prenant soin de nos enfants aujourd'hui que nous construisons les adultes responsables de demain. Notre priorité lors du précédent mandat a toujours été l'accès à l'éducation et favoriser l'accès aux loisirs pour tous.

Pour en revenir à cette délibération, nous proposons d'ajouter notre représentant au conseil d'administration de l'Apasev.

Ainsi que nous avions délibéré sur le même sujet le 4 avril, il y a exactement 16 jours, comme les trois délibérations précédentes, nous réitérons notre demande de nous accorder la présence d'un ou plusieurs membres de l'opposition au conseil d'administration de l'Apasev.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner comme représentant supplémentaire de la Ville au Conseil d'administration de l'APASEV :

  8. Monsieur Jean-Paul CROUZET

- dire qu'en cas de modification des statuts de l'association diminuant le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de l'APASEV, ceux-ci seront maintenus selon leur ordre de désignation.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

13 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MAISON MÉTROPOLITAINE D'INSERTION POUR L'EMPLOI (MMIE)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Depuis janvier 2015, la Métropole de Lyon organise sur son territoire la mise en œuvre de la politique d'insertion et le retour à l'emploi des personnes en difficulté au travers de nouvelles modalités de gouvernance et de nouveaux cadres d'intervention.

La Métropole de Lyon et ses partenaires ont créé en 2018 la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMIE).

Elle a pour mission de développer l'offre d'insertion par les entreprises et ce à travers plusieurs axes :

- la coordination des acteurs du territoire ;
- le déploiement de la charte des 1 000 entreprises ;
- le portage des postes de Chargée de liaison Entreprise-Emploi (CLEE) ;
- le développement des stratégies filières ;
- le développement de l'achat responsable.

Cette structure intervient sur l'ensemble du territoire métropolitain et se décline territorialement à l'échelle des Conférences territoriales des Maires à travers une équipe de professionnels (chargé de liaison entreprise/emploi, coordonnateurs insertion territoriaux).

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi est un Groupement d'Intérêt Public (GIP).

L'article 6 de la convention constitutive du GIP définit les membres constitutifs obligatoires (État, Pôle emploi, Ville de Lyon), les membres constitutifs « à leur demande » dont la commune de Vénissieux et les membres associés (consulaires, bailleurs). Il prévoit que les membres adhérents « à leur demande » doivent s'acquitter d'une cotisation et ont droit de vote aux Assemblées générales et aux Conseils d'administration.

L'article 10 de la convention constitutive du GIP prévoit que les membres dit « à leur demande », bénéficient chacun d'un représentant et d'un suppléant au sein du Conseil d'administration.

L'article 13 de la convention constitutive du GIP prévoit que les membres dit « à leur demande », bénéficient chacun d'un représentant et d'un suppléant au sein de l'Assemblée générale,

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R5313-8 du code du travail ;

Vu l'avenant n°5 à la convention constitutive du GIP Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, approuvé par le Préfet en date du 27 décembre 2022 ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner le représentant de la Ville au sein des organes de la MMIE ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- procéder à la désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration et aux Assemblées générales de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi :
  - 1 titulaire : Monsieur Yannis CELLIER
  - 1 suppléant : Monsieur Hamdiatou NDIAYE

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

14 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION ESTIME

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

L'association ESTIME est régie par la loi du 1er juillet 1901 et bénéficie d'un conventionnement préfectoral comme association intermédiaire. A ce titre, elle a pour objet d'embaucher des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, notamment seniors, allocataires du RSA, jeunes en difficulté, en vue de faciliter leur insertion professionnelle en les mettant à disposition, à titre onéreux, auprès de personnes physiques.

Elle dispose d'une antenne à Vénissieux.

L'article 6 des statuts de l'association ESTIME du 13 novembre 2024 définit les trois collèges dans lesquels sont répartis ses membres (membres de droit, actifs et adhérents).

La Ville de Vénissieux est membre de droit et est représentée par 2 membres maximum désignés par le Conseil municipal ou le Maire.

Les membres de droit sont membres du Conseil d'administration et participent aux assemblées générales avec voix délibérative.

Il appartient donc au Conseil municipal de désigner ses représentants au sein de l'association ESTIME.

Il est proposé de fixer le nombre desdits représentants à 2.

Vu l'article L2121-33 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de l'association ESTIME ;

Considérant l'intérêt des actions déployées par l'association ESTIME et les nécessités de son administration ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- procéder à la désignation de 2 représentants de la Ville au Conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'association ESTIME :
    - Monsieur Yannis CELLIER
    - Monsieur Hamdiatou NDIAYE

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

15 - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE D'URBANISME DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE - URBALYON

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

L'agence d'urbanisme pour le développement de l'aire métropolitaine lyonnaise (UrbaLyon) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont les derniers statuts ont été adoptés le 18 décembre 2020.

Elle est gérée par trois organes :

- L'Assemblée générale ;
- Le Conseil d'administration ;
- Le Bureau.

L'association a notamment pour missions :

- De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;

- De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;

- De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;

- De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;

- D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

L'association est devenue un outil d'ingénierie territoriale au service des politiques publiques dans leur diversité. Avec la montée en puissance des enjeux de développement durable, elle a enrichi ses compétences historiques en urbanisme et en aménagement du territoire de nouveaux domaines thématiques : énergie, santé environnementale, alimentation, nouvelles mobilités, écologie. Elle améliore en continu ses outils d'observation et développe des méthodes innovantes de prospective territoriale.

Forte de sa connaissance et de son expertise pluridisciplinaire, l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise est engagée dans la durée aux côtés des territoires. Elle les accompagne dans leurs transformations en favorisant une cohérence et un équilibre à l'échelle de l'aire métropolitaine

lyonnaise. Chaque année ce sont ainsi près de 300 missions d'études qui sont ainsi réalisées en accompagnement des politiques publiques.

L'agence d'urbanisme compte notamment parmi ses membres des EPCI et communes du Rhône et de l'Isère, des syndicats porteurs de SCOT, l'État, le Département du Rhône, la Métropole de Lyon, l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes, des chambres consulaires et le Sytral.

La Ville dispose d'un représentant à l'assemblée générale de l'association qui est désigné par le Conseil municipal en son sein conformément à l'article 13 des statuts actuellement en vigueur. Elle doit donc délibérer afin de désigner un unique représentant.

Vu le code de l'urbanisme notamment son article L132-6 ;

Vu les articles L2121-21 et L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts actuellement en vigueur de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner le représentant de la Ville au sein de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner Madame Monia BENAISSA en qualité de représentant(e) de la Ville à l'assemblée générale de l'association Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

16 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU COMITÉ DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DU RHÔNE (AMF69)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Les Maires et adjoint.e.s des communes ainsi que les Président.e.s et Vice-Président.e.s d'EPCI à fiscalité propre du Rhône et de la Métropole de Lyon ont formé entre eux une association appelée : ASSOCIATION DES MAIRES DU RHONE ET DE LA METROPOLE DE LYON ET DES PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITE (AMF69), à laquelle ils adhèrent par l'intermédiaire de leur collectivité ou établissement public de coopération intercommunale,

Les objectifs de l'association sont les suivants :

- faciliter aux membres de l'association l'exercice de leurs fonctions ;
- créer entre ceux-ci des relations amicales et des liens de solidarité et de convivialité ;
- initier pour les adhérents les formations nécessaires pour l'accomplissement des missions imposées par leurs fonctions ;
- les représenter et intervenir auprès des pouvoirs publics en leur nom ;
- prendre en compte le développement de la coopération intercommunale sous toutes ses formes.

L'action de l'association peut se traduire par des publications, des colloques, des réunions d'information décentralisées, des conférences, des manifestations et par toute autre méthode permettant d'accompagner l'action des Maires. L'AMF69 est également organisme de formation pour les élus.

Le Comité directeur peut créer des commissions ou des groupes de travail sous la présidence d'un membre du bureau.

L'association est administrée par un Comité directeur composé de représentants des communes, des EPCI à fiscalité propre du Rhône et de la Métropole de Lyon.

Le nombre de sièges dont dispose chaque commune est réparti comme suit :

- La commune de Lyon : 10 représentants dont le Maire ;
- La commune de Villeurbanne : 3 représentants dont le Maire ;
- La commune de Vénissieux : 2 représentants dont le Maire ;
- La commune de Villefranche-sur-Saône : 1 représentant, le Maire ;

Le Maire étant de droit membre du Comité directeur, je vous invite à procéder à la désignation du second représentant de la Ville au sein du Comité directeur de l'AMF 69.

Vu l'article 7 des statuts de l'AMF69 en vigueur depuis le 23 mars 2020 ;

Vu l'article L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant l'intérêt pour la Ville d'être représentée au Comite directeur de l'AMF 69 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner le représentant suivant au Comité Directeur de l'AMF69 :

  - Madame Monia BENAISSA

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

17 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AU SEIN DES ORGANES DE L'AGENCE FRANCE LOCALE (AFL)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BOUMERTIT

Face aux incertitudes et à l'insécurité de l'accès au crédit des collectivités locales, 11 collectivités fondatrices ont été à l'origine de la création de l'Agence France Locale (AFL) en 2013, par la loi de régulation et de séparation des activités bancaires.

Depuis le début de son activité en 2015, l'AFL est devenue la seule banque publique de développement exclusivement dédiée au financement du secteur public local. Elle permet de proposer des financements à ses collectivités adhérentes à des conditions financières optimisées. Actuellement, 1101 collectivités françaises y sont adhérentes et l'AFL est le 3e prêteur bancaire des collectivités françaises.

Compte tenu des niveaux d'emprunt prévus ces prochaines années par les orientations budgétaires de la collectivité, il est apparu opportun de chercher à diversifier les partenaires bancaires afin d'obtenir les meilleurs conditions de financement.

Lors du Conseil municipal du 6 octobre 2025, la ville a donc délibéré en faveur de l'adhésion de la Ville de Vénissieux à l'AFL, ce qui permettra de solliciter cet organisme pour couvrir une partie du besoin d'emprunt de l'exercice courant.

La Ville de Vénissieux est ainsi devenue actionnaire de la société anonyme Agence France Locale – Société Territoriale.

Il convient de désigner les représentants de la Ville à l'assemblée générale et aux éventuelles assemblées spéciales de l'AFL – Société Territoriale.

Vu les articles L1611-3-2 et L2121-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DEL_25_10_06_10 du 6 octobre 2025 ;

Vu les statuts de l'AFL actuellement en vigueur ;

Considérant l'intérêt de la participation de la Ville de Vénissieux aux organes de l'AFL ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- désigner Monsieur le Maire comme représentant titulaire et Madame Monia BENAISSA comme représentant suppléant de la Ville de Vénissieux des organes de l'Agence France Locale – Société Territoriale,

- autoriser le représentant titulaire ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de surveillance, Conseil d'orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

18 - EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET. INSCRIPTION DES CRÉDITS

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur NDIAYE

Le décret modifié n°87-1004 du 16 décembre 1987 encadre la mise en place des emplois de collaborateurs de cabinet des autorités territoriales.

Les collaborateurs de cabinet ont des missions de conseil à l'autorité territoriale, d'élaboration et de préparation des décisions (à partir des analyses des services compétents), de liaison avec les services, les organes politiques et interlocuteurs extérieurs (notamment les médias et les associations). Ils l'assistent donc dans sa double responsabilité politique et administrative.

En application des articles L333-1 et R333-2 du code général de la fonction publique, les collaborateurs sont placés auprès de l'autorité territoriale qui est seule compétente pour les recruter dans les limites fixées par les textes notamment le vote des crédits nécessaires par l'assemblée délibérante.

Les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui l'a recruté.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de prévoir les crédits nécessaires à ce(s) recrutement(s).

En raison de la population de la Ville, trois collaborateurs de cabinet peuvent être recrutés (article R333-6 du code général de la fonction publique).

En application des dispositions du décret n° 87-1104 précité, la rémunération individuelle de chaque collaborateur de cabinet est fixée par l'autorité territoriale. Elle comprend un traitement indiciaire, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement y afférents ainsi que, le cas échéant, des indemnités.

Le traitement indiciaire ne peut en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant soit à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire, soit à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité.

Le montant des indemnités ne peut en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel ou du grade de référence mentionnés ci-dessus.

En l'espèce, les postes pour lesquels les recrutements sont envisagées comportent :

- pour l'un d'entre eux, des fonctions d'encadrement, de représentation de la Ville, des missions de gestion du risque dans la conduite de dossiers complexes, d'expertise forte sur des sujets stratégiquement sensibles pour la Ville et la conduite de dossiers ,

- pour les deux autres, des missions d'expertise forte sur des sujets stratégiquement sensibles pour la Ville et la conduite de dossiers.

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L333-1 à L333-11 et R333-1 à R334-5 ;

Vu le décret modifié n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

Vu les délibérations n° 2023/7 du 30 janvier 2023 et 2023/27 du 19 juin 2023 relatives à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Considérant le besoin de disposer de collaborateurs de cabinet pour assister l'autorité territoriale dans la conduite des projets de la collectivité ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MADAME MICHÈLE PICARD, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR ENSEMBLE POUR VÉNISSIEUX

Monsieur le député-maire, conseiller métropolitain, Mesdames, Messieurs,

Chaque maire dans le cadre de la loi organise son fonctionnement selon ses choix et ses besoins. Je souhaite apporter quelques précisions car le discours démagogique a ses limites.

Votre prédécesseur avait distingué ce qui relevait du politique et ce qui relevait de l'administratif, voire de l'institutionnel. Les postes de collaborateurs politiques totalisaient 1,5 équivalents temps plein en parallèle d'un secrétariat du maire et du premier adjoint structuré avec un organigramme clair incluant des tâches comme l'accueil, la gestion du courrier, l'accueil téléphonique, la gestion des agendas et des invitations et je rajouterai également les relations avec la presse. La chambre régionale des comptes avait d'ailleurs salué cette organisation pragmatique.

Vous avez choisi de réduire ces postes administratifs du secrétariat du maire et du premier adjoint. Mais ces agents sont toujours dans l'effectif global, redistribués dans d'autres services tandis que vous augmentez les postes de collaborateurs politiques. Ainsi, il s'agit bien d'un surplus. Lorsque vous affirmez qu'en resserrant et réduisant ce secrétariat, vous pouvez recruter 5 policiers municipaux supplémentaires, c'est soit une erreur de calcul, soit une manipulation. En réalité, vous augmentez de 6,5 postes.

C'est un choix, votre choix que vous devez assumer et nous resterons vigilants sur ces erreurs ou imprécisions afin de garantir la vérité aux habitants et toute la transparence budgétaire et de gestion du personnel qui leur est dû.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- inscrire au budget les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire le recrutement de trois collaborateurs de cabinet ;
- dire que conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :
  - le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant soit à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire, soit à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité,
  - le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel ou du grade de référence mentionnés ci-dessus ;
- dire que le montant de la dépense sera prélevé sur les crédits de l'exercice en cours et suivants du mandat inscrits au chapitre 012 : charges de personnel et frais assimilés, aux articles concernés, à la rubrique 020 : administration générale de la collectivité.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**33**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO**
Vote(s) Contre	**8**	Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

19 - DROITS À LA FORMATION DES ÉLU.ES

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur NDIAYE

L'article L. 2123-12 du code général des collectivités territoriales dispose que « les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions » et que « dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre ».

Par ailleurs, les élus salariés, fonctionnaires ou contractuels, bénéficient d'un congé de formation de 24 jours pour toute la durée de leur mandat, quel que soit le nombre de mandats qu'ils détiennent.

Ils disposent également d'un Droit Individuel à la Formation (DIF), financé par une cotisation obligatoire et géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité, l'organisme dispensateur de la formation devant être agréé par le ministre de l'Intérieur.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune (montant théorique prévu par les textes, majorations comprises). Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant.

Les crédits correspondants sont inscrits annuellement au budget communal.

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation obligatoirement voté chaque année. En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature.

Pour mémoire, le montant inscrit au budget principal 2026 est de 30 500 €.

Les orientations proposées par la Ville de Vénissieux en matière de formation des élus s'articulent autour de trois volets complémentaires :

- un volet informatif à destination de l'ensemble des conseillers municipaux ;
- un volet informatif spécifique à destination du Maire et des adjoints, portant sur l'exercice de leurs missions particulières ;
- un volet de formation destiné au Maire et aux élus titulaires d'une délégation, afin de les accompagner dans l'exercice de leurs responsabilités.

Le dispositif d'information destiné à l'ensemble des conseillers municipaux vise à leur permettre de mieux appréhender les enjeux liés à l'exercice de leur mandat et le fonctionnement de la collectivité.

Les thématiques retenues portent notamment sur :

- le positionnement de la collectivité dans son environnement institutionnel ;
- le fonctionnement des instances de la collectivité et la place de chacun dans la gouvernance locale ;
- le périmètre et les conditions d'exercice des principales compétences de la collectivité ;
- les notions fondamentales de finances publiques, ainsi que la présentation et la compréhension du budget de la collectivité ;
- le statut de l'élu local, notamment en matière de responsabilités, de droits et d'obligations, ainsi que les règles protocolaires ;
- la prise en main des outils informatiques mis à disposition des élus ;
- la sensibilisation aux enjeux liés à l'intelligence artificielle ;
- les techniques de prise de parole en public.

Compte tenu des responsabilités particulières qui leur incombent, le Maire et les élus titulaires d'une délégation pourront bénéficier de formations complémentaires qui pourront porter :

- soit sur des thématiques directement liées aux domaines de responsabilité des délégations exercées :
- soit sur des formations transversales permettant de renforcer leur capacité à exercer leurs fonctions au sein de la gouvernance de la collectivité (développement durable, gestion de crise...)

Un tableau récapitulatif des actions de formation financées par la Ville sera annexé au compte financier unique et donnera lieu à un débat annuel au sein du Conseil municipal.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-12 à L.2123-16 ;

Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice du mandat des élus locaux ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu le projet de règlement intérieur annexé à la présente délibération,

Considérant que les élus municipaux bénéficient d'un droit individuel à la formation adapté à l'exercice de leur mandat ;

Considérant que le Conseil municipal doit, dans les trois mois suivant son renouvellement, délibérer sur l'exercice de ce droit et déterminer les orientations ainsi que les crédits ouverts à ce titre ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les orientations relatives au droit à la formation des élus municipaux de la Ville de Vénissieux telles que définies ci-dessus :
- approuver le règlement de formation fixant les conditions d'utilisation des crédits alloués à la formation des élus du conseil municipal tel qu'annexé à la présente délibération ;
- dire que le montant des dépenses de formation des élus sera fixé annuellement et compris entre 2 % et 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune ;
- dire que ces crédits sont inscrits au budget de l'exercice au chapitre 65 : autres charges de gestion courante, à l'article 65315 : formation.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**45**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**3**	Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

20 - TARIFS DE RESTAURATION SCOLAIRE, GARDERIE DU MATIN ET PÉRISCOLAIRE DU SOIR. APPROBATION DES MODIFICATIONS

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur CROUZET

La Ville de Vénissieux propose aux élèves des 21 groupes scolaires publics une offre de restauration scolaire, et de périscolaire le matin et le soir.

Les tarifs de ces services sont fixés dans une logique de progressivité en fonction du niveau de revenu des familles, dans le respect de la convention territoriale globale entre la Ville de Vénissieux et la CAF adoptée le 6 octobre 2025 qui cofinance une partie de ces activités.

Afin de corriger des inégalités profondes et d'élargir l'accessibilité à ces services publics essentiels, en maintenant la qualité de l'offre, de nouveaux tarifs sont proposés pour la rentrée scolaire 2026/2027, pour la restauration scolaire, la garderie du matin, et le périscolaire du soir.

Nouvelle tarification modulée proposée pour l'accueil de loisirs municipal de la restauration scolaire :

Quotient familial de la CAF du Rhône	**Tarif d'un repas**
QF jusqu'à 279 Et enfant avec panier repas y compris non vénissians	0,10 €
Entre 280 et 333	0,15 €
Entre 334 et 399	0,20 €
Entre 400 et 466	0,30 €
A partir de 467	2,80 €
Non vénissians tous QF	5,09 €

Conformément aux dispositions du règlement des activités périscolaires et extrascolaires de la Ville de Vénissieux, le tarif est doublé en cas d'accueil hors délai de réservation.

Nouvelle tarification modulée proposée pour l'accueil de loisirs municipal du périscolaire du soir :

Quotient familial de la CAF du Rhône	Nombre de soirées par semaine	Tarif à l'année
QF jusqu'à 279	1	0,10 €
	2	0,20 €
	3	0,30 €
	4	0,40 €
Entre 280 et 466	1	1,00 €
	2	2,00 €
	3	3,00 €
	4	4,00 €
Entre 467 et 1000	1	5,00 €
	2	6,00 €
	3	7,00 €
	4	8,00 €
A partir de 1001	1	9,00 €
	2	10,00 €
	3	11,00 €
	4	12,00 €
Non vénissians tous QF	1	30,50 €
	2	61,00 €
	3	91,50 €
	4	122,00 €

Nouvelle tarification modulée proposée pour la garderie du matin :

Quotient familial de la CAF du Rhône	Type d'accueil	Coût par jour
QF jusqu'à 279	Accueil régulier Vénissians	0,01 €
	Accueil régulier Non Vénissians	0,66 €
	Accueil occasionnel Vénissians	0,02 €
	Accueil occasionnel Non Vénissians	1,32 €
Entre 280 et 466	Accueil régulier Vénissians	0,03 €
	Accueil régulier Non Vénissians	0,66 €
	Accueil occasionnel Vénissians	0,06 €
	Accueil occasionnel Non Vénissians	1,32 €
Entre 467 et 1000	Accueil régulier Vénissians	0,07 €
	Accueil régulier Non Vénissians	0,76 €
	Accueil occasionnel Vénissians	0,14 €
	Accueil occasionnel Non Vénissians	1,52 €
A partir de 1001	Accueil régulier Vénissians	0,08 €
	Accueil régulier Non Vénissians	0,86 €
	Accueil occasionnel Vénissians	0,16 €
	Accueil occasionnel Non Vénissians	1,72 €

Les modalités d'accueil régulier et occasionnel sont définies par le règlement des activités périscolaires et extrascolaires de la Ville de Vénissieux ou tout document qui viendrait à le remplacer.

Conformément aux dispositions du règlement des activités périscolaires et extrascolaires de la Ville de Vénissieux, le tarif est doublé en cas d'accueil hors délai de réservation

Les tarifs relatifs aux accueils périscolaires du mercredi et aux accueils extrascolaires demeurent inchangés.

Vu l'article L 2121-29 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024/27 du 8 avril 2024 portant règlement des activités périscolaires et extrascolaires de la Ville de Vénissieux

Considérant l'intérêt de modifier les tarifs de restauration scolaire, de garderie du matin, et de périscolaire du soir afin de réduire des inégalités sociales et élargir l'accessibilité à ces services publics essentiels dans le respect du cadre partenarial et financier qui nous lie à la Caisse d'allocations familiales du Rhône ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MADAME A.F. RIAS, GROUPE RETROUVER VÉNISSIEUX !

Monsieur le maire, mes chers collègues,

Nous sommes aujourd'hui appelés à nous prononcer sur une réforme structurante des tarifs applicables à la restauration scolaire, à la garderie du matin et au temps périscolaire du soir.

Je souhaite d'abord appeler un point du consensus. Personne sur ces bancs ne conteste la nécessité de garantir un accès effectif et équitable à ces services essentiels pour toutes les familles. C'est un impératif social, éducatif et républicain. Pour autant, la proposition qui nous est soumise appelle à ce stade plusieurs observations de fond. Une incohérence manifeste apparaît dans la structure tarifaire : vous proposez une baisse très significative, voire symbolique des tarifs pour les accueils du matin et du soir ; tandis que les tarifs du mercredi demeurent inchangés alors même qu'ils constituent un service indispensable pour les familles actives. En pratique, cela signifie qu'une famille peut acquitter près de 500 € annuels pour l'accueil du mercredi dans un cadre particulier contraint : engagement sur l'année complète, absence de souplesse, impossibilité d'ajustement en cas d'imprévu.

Ce déséquilibre interroge, il pénalise précisément les familles qui travaillent et qui de ce fait sont les plus dépendantes de ce service. Il en résulte une rupture d'égalité difficile justifiable. Les niveaux de tarification proposées soulèvent également la question de la qualité de service rendu. Les montants annoncés, 10 centimes par repas pour certains foyers, quelques euros annuels pour les temps périscolaires, un tarif quasiment nul pour la garderie du matin traduisent un choix politique fort. Mais un tel niveau de tarification appelle une exigence de transparence accrue. Comment garantir dans ces conditions la qualité des prestations ? La qualité nutritionnelle des repas ? La qualité de l'encadrement ? La qualité pédagogique des activités repose sur des moyens humains et financiers réel. À défaut d'éléments précis, le risque existe de l'effort financier de la collectivité se traduisent à terme soit par une dégradation du service, soit par une pression accrue sur les équipes. Enfin, la question de ce de la soutenabilité financière demeure insuffisante documenté. La réforme proposée implique nécessairement un transfert de charge significatif vers le budget communal. Or, aucun chiffrage consolidé, aucune trajectoire pluri-anuelle, aucune évaluation d'impact ne nous sont présentés. Dans un contexte budgétaire contraint marqué par l'augmentation des coûts de fonctionnement, des dépenses de personnel et des charges énergétiques, cette absence de visibilité ne permet pas d'apprécier la pérennité du dispositif.

Une politique tarifaire peut être socialement ambitieuse. Elle doit aussi être financièrement soutenable et rigoureusement étayée. Dans ces conditions et malgré l'objectif partagé d'accessibilité des services publics de l'enfance, nous estimons ne pas disposer de garanties nécessaires pour nous prononcer en responsabilité. C'est pourquoi notre groupe votera contre cette délibération en état.

INTERVENTION DE MONSIEUR A. ARNOULD, GROUPE VÉNISSIEUX PLURIELLE

Monsieur le maire, mes chers collègues,

Nous examinons donc aujourd'hui une délibération importante puisqu'elle concerne un service public essentiel du quotidien, la restauration scolaire et les temps périscolaires. Je veux d'abord le dire clairement, oui, cette mesure s'inscrit dans une promesse de campagne de votre majorité. Et oui, l'objectif affiché, améliorer d'accessibilité pour les familles les plus modestes, est un objectif que nous pouvons partager. Mais partager un objectif ne dispense pas d'interroger les moyens choisis pour y parvenir. Car derrière cette tarification dite sociale se cache en réalité un problème majeur, celui des effets de seuil particulièrement brutaux. Alors j'ai bien conscience que la baisse elle est pour tout pour tous mais cela fait quand même des effets de seuil brutaux.

Prenons par exemple un cas concret. Imaginons une mère seule avec un enfant qui travaille. Son quotient familial est de 460. Elle payera 30 centimes le repas. Mais si ses revenus augmentent légèrement, quelques dizaines d'euros de plus, une heure supplémentaire, une petite revalorisation salariale et qu'elle passe à un quotient familial de 470, alors le tarif passe immédiatement à 2,80 €. C'est presque 10 fois plus. Autrement dit, quelques euros de revenus supplémentaires, cette mère peut se retrouver à payer plusieurs centaines d'euros de plus sur l'année. Quel message envoyons-nous ? Que travailler davantage et progresser légèrement dans ses revenus peut conduire à perdre brutalement un avantage essentiel. Ce type de mécanisme est non seulement injuste mais aussi contre-productif. Il pénalise précisément les classes moyennes fragiles. Ces familles qui ne sont ni les plus aisées ni les plus défavorisées. Nous aurions préféré une tarification plus progressive, plus lissée évitant des ruptures brutales qui créent de l'incompréhension et

du ressentiment. Enfin, au-delà de la question des seuils, se pose aussi celle de l'équilibre global du dispositif, de sa soutenabilité financière et de la juste contribution de chacun. Pour toutes ces raisons, nous abstiendrons sur ce rapport. »

INTERVENTION DE MADAME V. FORESTIER, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR ENSEMBLE POUR VÉNISSIEUX

Bonsoir,

Même si nous comprenons parfaitement les raisons qui vous ont amené à modifier dès la rentrée de septembre les tarifs du périscolaire, matin, restauration et soir, nous pensons que ces mesures sont précipitées et qu'elles auront un coût. Ce coût que vous évaluez dans la presse à environ 1 million d'euros, si vous pourrez l'absorber au vu du budget de la ville cette année, c'est donc grâce à la saine gestion financière de l'ancienne majorité dont monsieur le député maire, vous faisiez partie depuis 2001.

Et demain, les baisses répétées des dotations aux collectivités et les diffamantes cures d'austérité auxquelles nous avons dû faire face obligerons à faire des choix. Car monsieur le député maire, un budget ne se prévoit pas d'une année à l'autre, mais sur un voire plusieurs mandats. Avez-vous estimé les coûts induits et les coûts humains de ces nouveaux tarifs ? En effet, les recettes se verront diminuer d'environ 1 millions d'euros. Mais avez-vous évaluer les conséquences financières concernant l'augmentation des inscrits, même si, comme nous le savons tous, les effectifs scolaires sont en baisse ? Cela aura des conséquences financières pour la production et la livraison de repas de la cuisine centrale avec déjà le coût du passage depuis janvier à l'inox. Le coût de l'assiette qui augmentera forcément en conséquence des guerres et de la situation internationale. Nous constatons tous que le coût des denrées ne fait qu'augmenter. La capacité d'accueil des offices. Depuis 2012, nous avions anticipé l'accroissement des convives par la construction de self. C'est la raison de la hausse du nombre d'inscrits de plus de 54 % en 10 ans de 2013 à 2023.

Serez-vous en mesure de garantir un investissement conséquent pour continuer la construction de self en élémentaire ? Au-delà des questions financières se poseront aussi des questions de personnel. Comment allez-vous faire face à l'accroissement des besoins en personnel d'encadrement déjà si compliqué à recruter aujourd'hui ? Avez-vous consulté les personnes qui travaillent au quotidien avec les enfants, les ATSEM, les responsables des maisons de l'enfance et plus largement les partenaires sociaux ? Avez-vous pris en considération les principaux concernés, les enfants et les familles ?

En effet, le temps de repas est un temps primordial dans la journée de l'enfant. Il sert aussi bien à son apprentissage au goût, par exemple qu'à son autonomie, mais il est aussi essentiel pour son rythme quotidien. Il ne doit pas être un moment de stress mais un temps organisé de découverte, d'apprentissage et de pédagogie. Nous vous alertons aussi sur ce point car vouloir faire manger plus d'enfants entraînera forcément plus de rendement au détriment de la qualité et du rythme de l'enfant du temps passé à table. Nous nous demandions aussi, si les infrastructures ne permettent pas d'accueillir toutes les demandes, comment allez-vous faire le choix entre les enfants qui auront le droit d'aller à la cantine et ceux qui ne le pourront pas ? Pour ne rien vous cacher, nous avons peur que ce choix se porte sur les parents qui travaillent ou pas. Si vous optez pour cette option, vous priverez des enfants qui avaient un vrai repas par jour pour 1 € d'un repas qui certes sera gratuit mais auquel ils ne pourront plus accéder.

Encore une fois, il aurait peut-être été plus judicieux de consulter familles, travailleurs sociaux et personnels pour par exemple travailler comme nous souhaitions le faire sur le taux d'effort des familles et ne pas accorder des baisses systématiques. Nous notons également que cette baisse de tarif repas ne concernera que la restauration scolaire mais pas la restauration sociale notamment pour nos aînés. Malgré toutes ces incertitudes et ces interrogations liées à cette précipitation, nous voterons favorablement sur ce rapport mais nous resterons vigilants sur la gestion financière, la qualité de l'accueil des enfants et la qualité au travail des agents de notre ville. »

INTERVENTION DE MONSIEUR B. COULIOU, GROUPE VÉNISSIEUX ECOLOGIE

Monsieur le maire, mesdames, messieurs,

Le groupe Vénissieux écologie est heureux de soutenir cette délibération qui grâce à une tarification faisant preuve d'équité permettra un accès au plus grand nombre à la restauration scolaire. Si cela permettra à beaucoup d'acquérir du pouvoir d'agir en baissant les tarifs, là où certains y voient en premier une charge financière pour la ville, nous nous voyons plutôt que cela apportera un bol d'air financier indispensable aux

plus précaires, tout en soulageant aussi les classes dites moyennes. En cette période d'augmentation des coûts, il est important de soutenir tous les Vénissians et les Vénissiannes sur un sujet aussi important que se nourrir, surtout lorsqu'il s'agit après ce repas d'acquérir des connaissances indispensables à sa vie future.

INTERVENTION DE MONSIEUR LE MAIRE

Chers collègues,

Nous avions lancé ces mesures dans notre programme au titre de la lutte contre l'insécurité sociale. Aujourd'hui, nous les mettons en œuvre. Les Vénissians, les Vénissianes nous ont élu sur un programme. Ils nous ont élu parce qu'ils voulaient du changement, parce qu'ils voulaient que l'on fasse mieux. Alors oui, faire mieux demande de lever des obstacles. Cela demande de dépasser certaines difficultés. Mais c'est précisément parce qu'il fallait sortir du statu quo ne pas s'accommoder de ce qui faisait jusqu'ici, que nous ne sommes engagés devant les habitants. Notre action est programmatique, elle est politique, elle vise à construire de nouveaux droits, à renforcer les protections et à faire vivre concrètement l'égalité dans l'accès aux services publics. Évidemment, la gestion financière, technique et organisationnelle doit être regardée avec sérieux. Elle le sera.

Nous le faisons en tenant compte du cadre légal, des conventions avec la CAF du Rhône et des capacités de notre collectivité. Mais se réfugier derrière la gestion pour ne pas transformer la réalité, pour ne plus répondre aux besoins, c'est déjà accepter une forme de renoncement. Notre choix est autre. Chaque enfant vénissian doit pouvoir apprendre, grandir et s'épanouir dans les meilleures conditions possibles.

Le temps méridien, comme les temps scolaires participent pleinement du temps de l'enfant. Ils ne sont pas à côté de l'école. Ils contribuent à l'apprentissage, à la socialisation, à la santé, à l'égalité des chances. Une alimentation équilibrée et saine comme celle produite par notre cuisine centrale doit constituer un socle proposé aux familles vénissianes. Et chacun ici sait que pour un certain nombre d'enfants, le repas pris à la cantine est parfois le seul repas complet et équilibré de la journée. Nous ne pouvons pas regarder cette réalité comme une simple ligne budgétaire.

J'anticipe aussi une objection, celle qui consisterait à dire que la gratuité oublierait les classes moyennes. C'est une mauvaise lecture de ce que nous devons défendre car nous faisons aussi le choix de baisser de 30 % les tarifs pour toutes les familles qui ne sont pas concernées par la quasi gratuité. C'est une mesure concrète pour les familles populaires, pour les familles modestes, mais aussi pour les classes moyennes vénissianes. Oui, ces mesures ont un coût mais elles sont d'abord un investissement pour la santé de nos enfants dans leur réussite, dans le pouvoir d'achat des familles et dans la réduction des inégalités sociales. Voilà un marqueur de gauche.

Ne pas seulement gérer l'existant, mais inventer des protections nouvelles et faire avancer l'égalité réelle. À Vénissieux, nous prenons notre part. Nous faisons ce que nous avons dit. Nous agissons là où nous pouvons agir. Ces mesures sont bonnes pour les familles, elles sont bonnes pour les enfants, elles sont bonnes pour notre ville. Et si nous les portons avec autant de détermination, c'est parce que nous avons une conviction profonde. L'avenir de Vénissieux se construit d'abord avec ses enfants. Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- Approuver les modifications tarifaires des accueils municipaux de restauration scolaire, garderie du matin et périscolaire du soir.

- Préciser que ces modifications tarifaires seront applicables à compter du 1er septembre 2026.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**41**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ;

		Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN**
Vote(s) Contre	**3**	Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Abstention(s)	**4**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS**
Ne prend pas part au vote	**0**	

21 - CRÉATION DES TARIFS DU NOUVEAU CENTRE AQUATIQUE AUGUSTE DELAUNE

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Véronique **FORESTIER** ; Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur BEN KHELIFA

La Ville de Vénissieux a souhaité se doter d'un nouveau Centre Aquatique nommé Centre Aquatique Auguste Delaune qui ouvrira ses portes en Juin 2026. Implanté à l'angle de l'avenue Jean-Cagne et de l'avenue des Martyrs-de-la-Résistance, il remplacera la piscine municipale Auguste Delaune actuelle, qui restera en fonctionnement jusqu'à la mise en service du nouveau bâtiment. Pensé comme un équipement moderne et attractif, le Centre Aquatique alliera sport, loisirs et bien-être. Avec une surface de plus de 3 000 m², il pourra accueillir près de 162 000 usagers par an, soit deux fois plus que la fréquentation moyenne actuelle.

L'objectif principal est d'offrir aux vénissians un lieu de pratique sportive et de rafraîchissement pour tous.

Le Centre Aquatique s'organisera autour de quatre bassins adaptés à tous les niveaux : apprentissage, perfectionnement et loisirs, dont un bassin sportif de 25 mètres. Le bassin sportif sera entièrement découvrable grâce à un système de toiture et de façade mobiles, permettant de retrouver, aux beaux jours, la sensation d'un bassin de plein air.

L'équipement comprendra également :

- un espace bien-être (sauna, hammam, douches sensorielles)
- un espace extérieur aménagé avec des plages minérales et végétales
- un splash-pad (aire de jeux d'eau), un terrain de beach soccer et un préau sportif
- un snack
- des gradins pour l'accueil des compétitions
- un parvis aménagé

Des activités variées y seront proposées : loisirs, accueil des familles, accès aux spas, école de natation, ateliers d'aquafitness, pratique sportive encadrée, nage libre, etc.

Pour son exploitation, il est nécessaire de déterminer les conditions financières d'accès et d'utilisation de ses services, à cette fin il est proposé de mettre en place une tarification qui favorise l'accessibilité à tous les publics (familles, nageurs, scolaires, associations, etc.) tout en assurant une participation aux frais de fonctionnement de l'équipement.

Les tarifs soumis au conseil municipal ont été élaborés de manière à être attractif, à être accessible et à offrir un choix multiple d'accès au Centre Aquatique. Ainsi sont proposés des tarifs grand public ; des tarifs pour les vénissians et des tarifs réduits sous conditions. Sont aussi proposés des tarifs spéciaux pour les salariés via des tarifs dédiés aux comités d'action sociale et culturelle, et les comités d'entreprise du territoire métropolitain des Portes du Sud (Saint-Fons, Vénissieux, Feyzin, Corbas, Solaize).

Cette grille tarifaire et les Conditions Générales de Vente (CGV) sont proposées en annexe.

Trois modes d'achat sont proposés en fonction du type de billet : en caisse au Centre Aquatique, sur une borne libre-accès directement au Centre Aquatique, et en ligne depuis le site Internet dédié au Centre Aquatique.

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant la politique sportive de la Ville de Vénissieux ;

Considérant le démarrage de l'exploitation du Centre Aquatique Auguste Delaune en juin 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MADAME M.D BRUYERE, GROUPE VÉNISSIEUX PLURIELLE

Monsieur le maire, chers collègues,

Nous nous permettons d'intervenir aujourd'hui au sujet du rapport concernant le nouveau centre aquatique Auguste Delaune dont l'ouverture est prévue pour juin 2026. Nous souhaitons poser quelques questions essentielles concernant ce projet.

Tout d'abord, pourriez-vous nous informer sur l'état d'avancement du recrutement des maîtres-nageurs ? Il est crucial que nous ayons un personnel qualifié en place avant l'ouverture de l'établissement afin d'assurer la sécurité et le bon fonctionnement de la piscine.

Ensuite, en ce qui concerne l'accueil des usagers, nous voudrions savoir si des mesures ont été prises pour l'aménagement des parkings, en particulier les bus scolaires. Il est important que les écoles puissent avoir un accès facilité au centre aquatique et cela passe par une bonne planification des infrastructures de transport.

Enfin, avez-vous envisagé de recruter du personnel de surveillance supplémentaire en dehors des maîtres-nageurs ? Comme nous le savons, les périodes de forte affluence estivale peuvent engendrer des comportements inappropriés de la part de certains usagers. Il serait judicieux de prévoir des agents de sécurité ou des animateurs pour garantir une atmosphère sereine et respectueuse au sein du centre. Je vous remercie de bien vouloir répondre à ces questions et de nous éclairer sur les mesures prises pour garantir le succès de ce projet.

INTERVENTION DE MONSIEUR N. KHAMLA, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR POUR VENISSIEUX

Nous abordons aujourd'hui la question des tarifs du centre aquatique, un équipement structurant pour notre commune et pour la qualité de vie des Vénissians.

Je voudrais rappeler que cet équipement est le résultat d'un travail engagé depuis plusieurs années par l'équipe municipale du mandat précédent et bien sûr porté de toutes ses forces par Madame Michèle Picard ici présente. Je pense que Monsieur le maire ne manquera pas de le souligner lors du discours inaugural.

Il a été pensé, porté et réalisé avec une volonté claire de répondre aux besoins des habitants dans des délais maîtrisés et avec une ambition de service public forte. Cette continuité mérite d'être soulignée car elle participe à la cohérence de l'action municipale.

Le centre aquatique est aujourd'hui un atout majeur pour notre ville mais au-delà de la qualité de l'équipement, c'est son accessibilité qui en fera une réussite durable. Par ailleurs, l'approche qui avait été mise en place précédemment, notamment pour les familles à travers des cartes d'abonnement offrant des conditions tarifaires avantageuses, allait dans le sens d'une fréquentation régulière et d'un accès facilité.

Nous le savons également que beaucoup de retraités font face à des contraintes financières croissantes alors même que l'activité physique, et en particulier aquatique, est un enjeu important de santé et de bien-être. L'accès à cet équipement peut aussi jouer un rôle social précieux en favorisant les rencontres et en luttant contre l'isolement. Cet esprit d'ouverture et d'incitation mérite d'être poursuivi.

C'est dans cette logique que nous pensons qu'une attention particulière pourrait être portée aux seniors et aux familles afin de garantir des conditions d'accès adaptées, lisibles et réellement incitatives.

Il ne s'agit pas seulement d'une question tarifaire, mais bien d'un choix politique, celui de faire de cet équipement un véritable service public accessible à tous à chaque étape de la vie. Nous vous invitons donc à examiner les évolutions possibles en ce sens afin de rester fidèle à cette ambition.

Enfin, je souhaite saluer le travail de l'ensemble des services de la ville qui se sont mobilisés tout au long de ce projet ainsi que celui des entreprises qui ont contribué à la réalisation de cet équipement. Leur engagement et leur professionnalisme ont permis d'aboutir à un équipement de qualité au service des habitants. Je vous remercie.

INTERVENTION DE MADAME M. CRISTINA, GROUPE LA FRANCE INSOUMISE VENISSIEUX

Apprendre à nager, faire du sport, avoir un centre nautique pour les loisirs à proximité est un atout pour nos enfants, nos jeunes, nos familles, nos personnes âgées.

Le centre nautique comme les autres équipements de notre ville participe pour nous au brassage social indispensable et au renforcement du vivre tous ensemble. Nous espérons qu'il participera à la création de souvenirs joyeux.

Nous sommes donc heureux de porter au vote cette délibération portant sur les tarifs du nouveau centre aquatique Auguste Delaune qui s'ouvrira à la population début juin. Les tarifs illustrent notre volonté de garantir l'accès le plus large au centre nautique et de l'ouvrir en tenant compte au mieux des revenus des habitants. L'accès au plus grand nombre est d'autant plus important que, comme vous le savez à Vénissieux, les habitants partent moins en vacances du fait de problématiques liées aux revenus.

L'ancienne piscine Delaune était devenue obsolète et inadaptée aux besoins d'aujourd'hui, avec des étés de plus en plus longs et des vagues de chaleur de plus en plus fortes. Dans ce contexte, un centre nautique joue un rôle déterminant pour le bien-être de la population.

Ainsi, la pertinence d'un tel investissement est indiscutable. Nous voulions bien évidemment renouveler ce service public et enrichir son offre pour faire en sorte que chaque vénitien puisse y trouver un intérêt et s'y rendre. Ainsi, notre majorité l'a défendu et portée avec la précédente équipe municipale dont nous étions, mes collègues, évidemment parti prenantes.

Cet équipement est directement lié à la dynamique de renouvellement urbain du plateau des Minguettes tout en ayant une vocation municipale voire intercommunale. Il a été proposé au co-financement de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), au moment de la présentation du projet urbain global devant son comité national le 16 juin 2019 à Paris. L'ANRU n'a pas suivi mais l'État est présent dans le montage financier au travers de la dotation politique de la ville. Enfin, l'investissement pour le nouveau centre nautique Delaune de près de 24 millions d'euros s'accompagne d'un effort en renforcement des équipes euh pour le fonctionnement. Cela est essentiel pour optimiser le service rendu à la population.

Nous l'assumons totalement comme nous assumerons tous les équipements et aménagements engagés dans les précédents mandats, arbitrages que nous avons toujours votés parce qu'ils améliorent la vie de nos habitants.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- supprimer les tarifs de l'actuelle piscine Delaune dès sa fermeture ;
- approuver la création des tarifs du Centre Aquatique Auguste Delaune et leur modalité d'application tels que présentés dans la grille tarifaire en annexe et des les intégrer à la délibération annuelle des tarifs ;

- dire que le montant des recettes escomptées sera imputé aux budgets des exercices concernés au chapitre 70 Produits des services, du domaine et ventes diverses, à l'article 70631 Redevances et droits des services à caractère sportif.

Suffrages exprimés	**47**	
Vote(s) Pour	**36**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**11**	Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS**
Ne prend pas part au vote	**0**	

22 - MAINTIEN PARTIEL DE L'IFSE AUX AGENTS PLACÉS EN CONGÉ DE LONGUE MALADIE (CLM) OU EN CONGÉ DE GRAVE MALADIE (CGM) - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION RIFSEEP

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur NDIAYE

Le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat est venu modifier le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 (article 2-1). Il prévoit que, pour ces agents, le bénéfice des primes et indemnités, en particulier l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), est maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % les deuxième et troisième années en cas de congé longue maladie (CLM) ou de congé grave maladie (CGM). Auparavant, le maintien de l'IFSE pour ce type d'absence n'était pas permis par les textes.

Dans la fonction publique territoriale (FPT), le maintien du régime indemnitaire n'est expressément prévu par les textes que pour les congés liés aux responsabilités parentales (congé de maternité, de naissance, pour adoption, de paternité, d'accueil de l'enfant) en vertu de l'article L. 714-6 CGFP. Cependant, aucun texte n'est venu modifier les dispositions applicables à la fonction publique territoriale en cas de CLM ou de CGM. Ainsi, en vertu du principe de libre administration, la réforme n'est pas d'application immédiate. Pour pouvoir être mise en œuvre, elle requiert une délibération de l'organe délibérant, précédée d'un avis du comité social territorial.

Le 12 février 2026, le comité social territorial a rendu un avis favorable à l'unanimité pour l'application de cette réforme au personnel communal fonctionnaire et contractuel.

La délibération de mise en œuvre du RIFSEEP (n° 2023/7 du 30 janvier 2023), prévoit que « L'IFSE n'est pas maintenu en cas de congés de longue maladie, congé longue durée ou congé de grave maladie ».

Ainsi que les textes le permettent désormais, il est proposé de transposer, pour les agents de la ville, les nouvelles dispositions en vigueur pour les agents de l'État.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-1 ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'État ;

Vu l'avis du comité social territorial du 12 février 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver la modification de la délibération n° 2023/7 du 30 janvier 2023 en remplaçant la phrase *« L'IFSE n'est pas maintenu en cas de congé de longue maladie, congé longue durée ou congé de grave maladie »* par *« L'IFSE n'est pas maintenue en cas de congé longue durée. A compter du 1er jour du mois de l'entrée en vigueur de la présente délibération, l'IFSE est en revanche maintenue dans le cadre prévu pour les agents de l'État, pour les agents placés en congé de longue maladie ou en congé de grave maladie »* ;

- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits de l'exercice en cours et suivants inscrits au chapitre 012 : charges de personnels et frais assimilés.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**45**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**3**	Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

23 - CRÉATION DES EMPLOIS EN CONTRAT D'ENGAGEMENT EDUCATIF (CEE)

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur NDIAYE

Le Contrat d'Engagement Educatif (CEE) a été créé par le décret n°2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.
Le CEE est un contrat de travail de droit privé, spécifique, destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération.

En outre, aucune disposition législative ou réglementaire ne fait obstacle, en matière de fonction publique territoriale, au recrutement par une collectivité territoriale de titulaires de contrat d'engagement éducatif. Par conséquent, les collectivités territoriales peuvent conclure des contrats d'engagement éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités.

Enfin, il est rappelé que la personne recrutée doit justifier des qualifications exigées et qu'elle doit être affectée à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique.

- La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutifs (article L.432-4 du Code de l'action sociale et des familles) ;
- La rémunération des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 4,30 fois le montant du salaire minimum de croissance par jour ;
- Lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature (article D. 432-2 du Code de l'action sociale et des familles) ;
- L'accueil doit être prévu à l'occasion de vacances scolaires, de congés professionnels ou de loisirs.

Il est proposé de recruter :

- Pour la Direction Enfance Education sur la période du 06/07/2026 au 21/08/2026 200 agents au total pour pouvoir les qualifications d'animateur et de directeur adjoint ;
- Pour la Direction Sport Jeunesse Familles du 06/07/2026 au 14/08/2026, 68 agents pour occuper les postes d'animation et de direction au sein des EPJ et de la Maison De Quartier (MDQ) Darnaise.

Il est proposé de fixer la grille de rémunération comme suit, en euros :

	Fonctions			
Types de forfait	Animateur non diplômé	Animateur diplômé	Directeur adjoint	Directeur
Forfait journée continue	75	85	100	110
Forfait journée « discontinue »	70	80	95	105
Forfait « nuitée »	75	85	95	100

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 432-1 et suivants et D. 432-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif ;

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives ;

Vu le décret n° 2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif ;

Vu le décret n° 2012-581 du 26 avril 2012 relatif aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur des titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ;

Vu le décret n° 2024-1151 du 4 décembre 2024 portant modification de l'article D. 432-2 du code de l'action sociale et des familles relatif à la rémunération des personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ;

Considérant que le contrat d'engagement éducatif constitue un outil souple et attractif de recrutement et de gestion des animateurs et directeurs d'accueils collectifs de mineurs qui permet de s'adapter aux flux d'inscriptions et aux conditions de travail spécifiques liées à l'encadrement de mineurs ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- adopter la mise en place de 268 Contrats d'Engagement Educatif pour les direction enfance éducation et direction jeunesse sports familles pour la période du 06/07/2026 au 24/08/2026 ;
- autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents dans le cadre du CEE ;
- approuver la rémunération des animateurs et directeurs selon les tarifs proposés, et en fonction des diplômes détenus et des organisations des accueils estivaux ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire ;
- préciser que le montant de la dépense sera prélevé sur les crédits de l'année 2026 au chapitre 012.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**45**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima

		KOLLI ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**3**	Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

24 - CRÉATIONS D'EMPLOIS NON PERMANENTS - EMPLOIS NON PERMANENTS SAISONNIERS

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Rapport de Monsieur NDIAYE

Compte tenu des activités sportives de loisirs proposées à l'ensemble des Vénissians durant la période estivale du 1er juillet 2026 au 31 août 2026, renforcer les équipes existantes apparaît primordial. Par ailleurs, différents services municipaux doivent également faire face à des missions supplémentaires pour l'entretien des espaces verts, l'entretien des locaux, l'accueil des usagers, la restauration, l'entretien et l'animation au sein des résidences autonomie, alors que l'effectif des agents municipaux est réduit sur cette période.

Aussi, est-il demandé de créer les 101 postes non permanents suivants :

- 21 agents chargés de l'entretien des espaces verts (adjoints techniques),
- 25 agents chargés d'aider le personnel à l'entretien et le nettoyage des locaux mais également aux déménagements et installation de mobilier dans les écoles (adjoints techniques),
- 6 agents pour assurer l'entretien des locaux de l'Hôtel de ville et autres équipements annexes (adjoints techniques),
- 1 agent chargé de la manutention évènementielle (adjoint technique),
- 4 agents chargés de la restauration, de l'animation et du ménage auprès des personnes âgées (adjoints techniques),
- 2 agents pour assurer l'entretien et la restauration pour le site d'Eyzin-Pinet (adjoints techniques),
- 18 agents pour assurer l'entretien et la restauration dans les centres de loisirs (adjoints techniques),
- 4 agents pour assurer l'animation des plages du centre aquatique Delaune (adjoints d'animation),
- également pour le nouveau centre aquatique, et afin de tenir compte d'éventuels recrutements infructueux :
    - 12 maîtres-nageurs-sauveteurs (éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives)
    - 3 agents chargés de l'accueil et de la relation usagers (adjoints administratifs)
    - et 5 agents chargés de l'entretien des locaux (adjoints techniques).

Les agents sont recrutés pour des périodes de 2 à 9 semaines.

Ils seront rémunérés sur la base du seul traitement indiciaire des cadres d'emplois correspondants à leurs missions.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique notamment son article L332-23 2° ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte les évolutions constantes de l'activité et des personnels ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- Approuver la création d'emplois non permanents répondant à des besoins saisonniers selon les modalités détaillées ci-dessus du 1er juillet au 31 août 2026 pour des périodes de 2 à 9 semaines, définies comme suit :

  - 82 possibilités dans la filière technique (adjoint technique, indice brut 367, indice majoré 366) ;
  - 4 possibilités dans la filière d'animation (adjoint animation, indice brut 367, indice majoré 366) ;
  - 12 possibilités d'accueil dans la filière sportive (éducateur des activités physiques et sportives, indice brut 389, indice majoré 373) ;
  - 3 possibilités d'accueil dans la filière administrative (adjoint administratif, indice brut 367, indice majoré 366) ;

- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits de l'exercice en cours inscrits au chapitre 012 : charges de personnels et frais assimilés.

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**45**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS**
Vote(s) Contre	**0**	

Abstention(s)	**3**	Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

25 - VŒU DU GROUPE « UNIR, RÉSISTER ET AGIR » CONCERNANT LE 1ER MAI

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Monsieur KHAMLA :

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs, est issu d'années de luttes ouvrières. Ce jour est le seul jour de l'année férié, chômé et payé pour toutes et tous ; où le repos des travailleurs est garanti collectivement symbole fort de solidarité et de justice sociale. C'est un acquis fondamental et un marqueur fort du droit des travailleurs en France, arraché par des combats sociaux et le sacrifice de nombreux travailleurs pour la dignité et le travail décent, la réduction du temps de travail et la conquête des droits sociaux.

Ce totem du 1er mai férié et chômé s'apprête à être remis en cause par l'Assemblée nationale et le gouvernement. Une nouvelle fois, le président Macron et ses alliés de la droite et du centre font l'unanimité dans les syndicats des travailleurs contre eux puisque les dirigeants des huit grandes centrales syndicales la CGT, la CFDT, FO, CFE, CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaire montent au front en défense de cette journée historique de défense des droits des travailleurs en demandant au premier ministre Sébastien Lecornu de revenir sur la volonté du gouvernement et des parlementaires de la droite et du centre de ne pas modifier le code du travail pour permettre aux salariés de certains commerces dont les boulangers et les fleuristes de travailler le 1er mai.

Cet épisode est une nouvelle attaque brutale contre le droit des travailleurs et l'histoire sociale et des conquêtes collectives et la transition écologique. C'est une énième démonstration que les orientations actuelles du gouvernement visent à remettre en cause les droits sociaux en allongeant le temps de travail et en fragilisant les acquis historiques du monde du travail.

La volonté de banaliser voire de supprimer des jours fériés et d'autoriser davantage le travail le 1er mai constitue une attaque directe contre un symbole majeur du mouvement ouvrier. Ces choix politiques font peser l'effort sur les travailleurs plutôt que de s'attaquer aux inégalités et aux logiques de concentration des richesses. Ce nouveau recul condamne l'avenir de la transition et la transition écologique.

Le groupe « Unir, Résister et Agir ensemble pour Vénissieux » dénonce fermement toute tentative de remise en cause du 1er mai comme jour férié chômé et payé, refuse que les travailleurs soient une fois de plus mis à contribution pour répondre à des choix budgétaires contestables. Nous affirmons que le droit social passe par plus de droits et non par leur recul. Le groupe « Unir, Résister et Agir » s'oppose à toute banalisation du travail le 1er mai qui viderait cette journée de son sens historique et politique. Nous appelons le gouvernement à renoncer à cette orientation et engager de véritables politiques sociales et de transition écologique. Nous invitons les citoyens, les salariés et les collectivités à se mobiliser pour défendre cet acquis fondamental. En conclusion, le groupe « Unir, Résister et Agir » rappelle que le 1er mai n'est pas négociable. Il est le symbole vivant des conquêtes sociales et toute remise en cause constituerait une

régression inacceptable. Je rajouterai que le projet a été repoussé à 2027, on imagine après les législatives et vu la couleur annoncée dans l'hémicycle même si je ne lis pas dans le marc de café, j'ai peur pour l'avenir du 1er mai. »

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MONSIEUR A. SCANDOLARA, GROUPE UNIR, RÉSISTER, AGIR ENSEMBLE POUR VÉNISSIEUX

Nous pensons qu'il est important de connaître la portée historique du 1er mai pour comprendre pourquoi ce projet de loi est une aberration.

Tout commence en 1884. Les principaux syndicats États-uniens se donnent 2 ans pour arriver à obtenir la journée de 8h. C'est donc le 1er mai 1886 que 340 000 salariés et 12 000 entreprises se mettront en grève à travers tout le pays. Malheureusement à Chicago, de nombreux travailleurs seront arrêtés lors d'affrontement avec la police. Cinq d'entre eux seront même condamnés à mort. C'est pour cette raison qu'en 1889, les délégués d'organisation ouvrière du monde entier rassemblés à Paris au congrès de l'internationale socialiste choisiront le 1er mai en mémoire des martyres de Chicago avec toujours comme ligne d'horizon la journée de 8h.

Il faudra malheureusement attendre 1919 pour que la journée de 8h soit votée et l'arrivée du Front populaire en 1936 pour qu'elle soit appliquée. Ensuite, en 1941, le maréchal Pétain dans la France occupée rend le 1er mai férié, non pas pour commémorer les luttes ouvrières, mais pour récupérer ses symboles transformant cette journée de lutte internationale en fête du travail.

Nous ne reviendrons pas sur 2002 et les immenses manifestations partout en France entre les deux tours de l'élection présidentielle avec à Lyon des milliers de personnes sous une pluie battante pour faire barrage au Front National et à son candidat Jean-Marie Le Pen. Nous ne reviendrons pas non plus sur les propos de Nicolas Sarkozy lors d'un meeting place du Trocadéro demandant au syndicat de poser les drapeaux rouges et de servir la France.

Rien n'a tellement changé. Et que dire des propos insultants de votre leader, monsieur Jean-Luc Mélenchon, à l'égard de l'engagement syndical de millions de travailleurs lorsqu'il déclarait il y a quelques jours : "Les acteurs de l'histoire ne sont pas ceux à la porte des usines ?" Nous pensons exactement l'inverse. Nous ne croyons pas que seule l'élection confère la légitimité populaire, ni que tout viendra d'un sauveur suprême ou des urnes. L'histoire du 1er mai, des conquis sociaux et des luttes l'ont toujours prouvé.

Pour nous, comme pour un grand nombre de travailleurs à travers le monde, cette journée est justement cela : un moment particulier de revendication et de construction de perspective pour un monde du travail plus juste. Les attaques du gouvernement contre les jours fériés et en particulier contre le 1er mai sont inacceptables et faire travailler certains types de salariés dans certains métiers s'inscrit dans la même logique que celle du travail du dimanche. Au début sur une base de volontariat, mais demain conditions sinequanone entraînant avec eux bon nombre de salariés dans bon nombre de secteurs comme les transports ou la garde d'enfants.

Des organisations de commerçants comme les bouchers et les poissonniers ont eux aussi demandé l'élargissement de ce dispositif à leur métier. Si aujourd'hui nous reculons sur le 1er mai, demain c'est l'ensemble de la société à qui l'on demandera de travailler. Transformant une journée de lutte et d'émancipation des travailleurs en un banal jour férié et en fête du travail.

Si nous tenions à présenter ce vœu, c'est pour souligner tout l'attachement de notre groupe au 1er mai et à tout ce qu'il peut représenter à travers le monde. Nous notons aussi qu'avec votre groupe, monsieur le député-maire, mais peut-être que cela va changer, vous avez aussi présenté un vœu sur le même sujet. Plutôt que de nous contacter et de faire un vœu unique qui aurait nous semble-t-il eu une portée plus forte, vous avez préféré vous la jouer solo. Cela semble être une constante chez vous. Espérons simplement que cela ne vous empêchera pas de voter notre vœu.

26 - VŒU DE LA MAJORITÉ CONCERNANT LE 1ER MAI

Présents :

Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**

Procurations :

Salah **FERKOUNE** donne pouvoir à Jean-Paul **CROUZET** ; Karim **SEGHIER** donne pouvoir à Aurélien **SCANDOLARA** ; Sonia **IBRAHIMI** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE** ; Ludovic **ALMERAS** donne pouvoir à Aurélien **ARNOULD**

Absent(e) :

Pascal **DUREAU**

Madame BORNE :

En 1890, il y a 136 ans, a lieu la première célébration du 1er mai comme journée de revendication ouvrière. Dès 1919, après l'adoption de la journée de 8 heures, le 1er mai devient une journée chômée. C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec la loi du 30 avril 1947, que la République confère au 1er mai un statut inédit et particulièrement fort pour les droits des travailleurs et travailleuses en France en l'inscrivant comme jour férié, chômé et payé. Cette garantie légale et spécifique vient consacrer une histoire sociale et syndicale qui dure depuis plus d'un siècle.

Aujourd'hui, au nom de l'ultra libéralisation du travail, ce n'est donc pas seulement une énième attaque contre le code du travail qui est tentée par le gouvernement. C'est une attaque contre un symbole et contre une histoire : celle de la lutte sociale, celle du droit, celle d'une puissance publique qui refuse l'exploitation et affirme l'importance de la protection et de la dignité notamment, contre des logiques de marché qui épuisent les corps et les esprits pour le seul profit des détenteurs de capitaux.

L'offensive du gouvernement et de son Premier ministre Sébastien Lecornu a été d'autant plus inique, qu'elle détourne les règles d'usage de la Constitution en faisant voter par ses parlementaires avec la complicité de la droite et l'extrême droite, ont fait rejeter leur propre texte afin de le soustraire au débat parlementaire et d'accélérer sournoisement la modification du code du travail ; pour permettre à certains commerces de faire travailler leurs salariés le 1er mai.

Une nouvelle fois, le gouvernement, les macronistes, la droite et l'extrême droite montrent de quel côté ils se trouvent : celui de la remise en cause des droits sociaux, de l'accroissement des inégalités et de la protection de la rente, du capital et des profits plutôt que de la santé et de la dignité des travailleurs et travailleuses. L'ensemble du mouvement syndical, dans une concorde unanime, s'est élevé contre cette attaque frontale. Face à la mobilisation syndicale, politique et citoyenne, le Premier ministre a finalement annoncé le renvoi de ce texte en renonçant à convoquer la commission mixte paritaire. La mobilisation porte aujourd'hui ses fruits et nous nous en félicitons. Néanmoins, renvoi ne vaut pas retrait. Nous connaissons trop bien les habitudes du gouvernement de ces dernières années : 49.3, mépris du Parlement, détournement des procédures au profit de son agenda politique, contournement pour amener par d'autres voies ce qu'il n'a pas pu imposer frontalement.

Les groupes de la majorité municipale « faisons mieux pour Vénissieux » déclarent donc rester pleinement mobilisés tant que ce projet ne sera pas définitivement écarté. Nous ne transigerons sur rien. Nous demanderons donc instamment au gouvernement de cesser ses manœuvres législatives et de maintenir

dans son intégralité la garantie légale et spécifique du 1er mai : un jour férié, chômé et payé. Fidèles à l'histoire ouvrière syndicale et à celle de tous les travailleurs et travailleuses de ce pays, nous nous tenons à leurs côtés pour préserver à jamais cette conquête sociale symbole de l'absolue nécessité de défendre les droits et les conditions qui sécurisent l'existence quotidienne.

Merci.

DÉBAT / DISCUSSIONS

Suffrages exprimés	**48**	
Vote(s) Pour	**41**	Idir **BOUMERTIT** ; Monia **BENAISSA** ; Jean-Paul **CROUZET** ; Marine **CRISTINA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Patricia **OUVRARD** ; Lanouar **SGHAIER** ; Nadia **CHIKH** ; Jean-François **PINEL** ; Rachida **BENMERZEG** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Anissa **RAHMOUNI** ; Farouk **ABABSA** ; Andréa **AKE** ; Kodia **KOUADJO** ; Amina **MANSEUR** ; Benoît **COULIOU** ; Farida **ZERARI** ; Yannis **CELLIER** ; Albert **NIGRA** ; Colette **GAUNET** ; Salah **FERKOUNE** ; Fatima **KOLLI** ; Abdelouhab **TEMACINI** ; Johan **RIVAL de ROUVILLE** ; Camille **BORNE** ; Lionel **PARLANT** ; Vincent **BOULARES** ; Mélissa **MEDJKAL** ; Margaux **SAVOYE** ; Jeanne **CLERC** ; Antonin **NOUVIAN** ; Nolan **BELMONDO** ; Véronique **FORESTIER** ; Nacer **KHAMLA** ; Michèle **PICARD** ; Samira **MESBAHI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Yann **ROUSTAN** ;
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**7**	Marie-Danielle **BRUYERE** ; Aurélien **ARNOULD** ; Sonia **IBRAHIMI** ; Ludovic **ALMERAS** ; Anne-Françoise **RIAS** ; Frédéric **PASSOT** ; Quentin **TAIEB**
Ne prend pas part au vote	**0**	

Procès verbal adopté à la séance du 15 juin 2026

A Vénissieux, le 8 juin 2026

Le Maire	Le secrétaire
Idir BOUMERTIT	Nolan BELMONDO